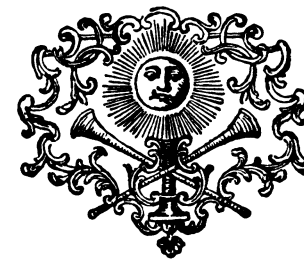


FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



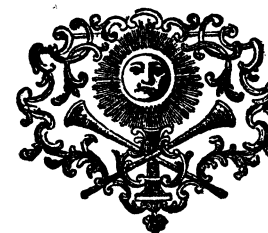
IX^e ANNEE, NUMERO 1, JUIN 1967

LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste, fondé par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen, est actuellement l'organe du Centre d'études sur la paix, l'ordre international et le fédéralisme européen qui a son siège à Milan. Edité pendant trois ans en italien, *Le Fédéraliste* paraît maintenant en français. Il vit grâce à ses abonnés. A la fin de chaque année la revue publie son bilan.



Quatre numéros par an

Abonnement pour les pays européens F. 15 - L. 2000. — Abonnement de soutien F. 40 - L. 5000. — Abonnement pour les pays extra-européens \$ 5.

Direction et Administration: Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688.
Rédaction milanaise: Viale Majno 20, Milano. *Rédaction lyonnaise:*
B. Lesfargues, 22. rue des Essarts. Bron (Rhône) - CCP. n. 5654-32, Lyon

Les Rencontres socialistes et la décolonisation de la France

BERNARD LESFARGUES

TABLE DES MATIERES

BERNARD LESFARGUES, *Les Rencontres socialistes et la décolonisation de la France* p. 1
 FRANCESCO ROSSOLILLO, *Les races n'existent pas* » 8

LES FAITS ET LES IDEES

En souvenir d'Ernesto Rossi (a. c. b.) » 23
La renaissance du nationalisme et la lutte du M.F.E.
 (m. a.) » 26
La nouvelle frontière (m. a.) » 28
Liberté de la Grèce, liberté de l'Europe (m. a.) » 31

LES DISCUSSIONS

A propos du langage politique allemand:
Lettre de M. Dietrich Gruber » 34
Lettre de M. Peter Fischer » 39

LES LIVRES

RUDOLF RAASCH, *Zeitgeschichte und Nationalbewußtsein*
 (a. c.) » 48
Notes bibliographiques » 58

LES DOCUMENTS

Bilan de la revue pour l'année 1966 » 67

Il se passe quelque chose de curieux en France. Depuis la fin du siècle dernier au moins, le régionalisme était au vu et au su de tous l'apanage de la droite et même de la réaction. Une étude quelque peu attentive aurait vite fait de démontrer qu'une telle vision ne concordait pas toujours très exactement avec la réalité. Peu importe, et d'ailleurs *le Fédéraliste* reviendra bientôt sur ce problème. Ce qui compte, aujourd'hui, c'est de constater le changement impressionnant qui se produit dans les rangs de la gauche. Impressionnant par sa soudaineté, significatif par son ampleur et malheureusement aussi, remarquable par les résistances qu'il suscite...

Pour comprendre ce retournement et en mesurer la portée il convient de garder présent à l'esprit que, si le dogme sacrosaint de la République une et indivisible ne s'est pas vu remettre en cause, il n'en a pas moins reçu, depuis l'achèvement de la II^e guerre mondiale, une série de bons vieux coups qui l'ont tout de même considérablement vidé de substance. La politique économique tendant à la création d'un Marché commun, d'abord, et aussi les tentatives d'union politique — même si elles ont jusqu'à présent échoué — ont habitué l'opinion publique à l'idée que, un jour ou l'autre, un peu plus tôt ou beaucoup plus tard, qu'importe, l'Etat français serait amené à se dessaisir d'une partie de ses prérogatives et à les remettre à une autorité supranationale. Parallèlement, on en est venu à réclamer à l'intérieur de l'Etat français des aménagements — contentons-nous pour l'instant de ce mot, si imprécis soit-il — qui devraient également aboutir à la remise par l'Etat aux communautés qui le composent (et qui restent à définir clairement) de prérogatives dont, au cours des siècles, il a privé les communautés, aujourd'hui défuntes, qui le composaient.

Jusqu'à ces derniers temps, ce combat pour les libertés collectives était mené sans l'ombre d'un espoir, sans l'ombre

du moindre bon sens non plus, par ceux qu'il est convenu d'appeler les nostalgiques du passé. C'était un combat plus sentimental que politique d'ailleurs, et que la civilisation technicienne enterrait dans le cimetière des illusions mort-nées. Mais voici que le combat renaît, avec d'autres postulats, d'autres moyens, d'autres buts, ayant subi une mutation vraiment extraordinaire: non plus tourné vers le maintien d'un passé plus rêvé qu'historique, mais vers la conquête d'un avenir où l'homme serait, non la victime, mais le héros de sa propre histoire.

Car l'homme est une victime lorsqu'il ne pèse d'aucun poids sur son destin, lorsqu'il doit s'en remettre aveuglément aux décisions que d'autres prennent à sa place, serait-ce toujours dans son bien, ce qui n'est évidemment pas le cas... Ces vérités premières qu'aucun démocrate ne contredira jamais, mais qui n'ont dans la démocratie française qu'une présence toute théorique, ne se seraient sans doute jamais inscrites au premier plan de l'actualité politique si l'économique n'avait permis de les redécouvrir par le biais de l'aménagement du territoire. Cet aménagement du territoire que le *Courrier de la République* a, avec un grand bonheur d'expression, appelé « une reconstruction démocratique de l'espace national » (1).

On s'est vite rendu compte que l'aménagement du territoire ne pouvait aller sans une collaboration active des intéressés eux-mêmes, qu'il ne pouvait être mené à bien par les seuls services parisiens, et qu'il fallait en province une série de relais. Car il n'y en a pas: la commune est trop petite, quand elle n'est pas ridiculement microscopique; le département est trop petit ou trop grand, suivant les services qu'on attend de lui, et ses structures archaïques sont aux mains des conservateurs de tout poil, de gauche aussi bien que de droite, satisfaits de la prédominance des campagnes aussi bien que de la tutelle préfectorale. Passons sur les différents tâtonnements qui ont abouti aux 21 régions de programme, aux préfets de région, aux Commissions de développement économique régional, couramment désignées par le sigle CODER. Bref: la France est divisée — théoriquement — en régions, et ces régions disposent d'une sorte d'assemblée. Est-ce satisfaisant?

Non! Ces régions sont trop nombreuses, parfois même ridiculement étriquées (2), les CODER sont de simples assem-

(1) *Courrier de la République*, n. 38-39, mars-avril 1966.

(2) « Les vingt et une régions actuelles ne répondent à aucune doctrine véritable. Dans ce qu'on appelle la France lotharingienne, à l'est d'une ligne Paris-Lyon, elles couvrent généralement des territoires riches et peuplés et répondent parfois assez bien aux critères

blées consultatives (et mal consultées encore!), non élues (3), dont le préfet de région est l'indiscutable patron. « En créant les CODER, a déclaré Mitterrand à Lyon (4), le gouvernement a répondu à un besoin par du folklore ». Il serait difficile à un fédéraliste européen de ne pas souscrire à cette condamnation et de ne pas avoir, ce faisant, une pensée maligne à l'adresse de l'Assemblée parlementaire européenne.

Il faudra un jour étudier si ces mêmes nécessités économiques qui ont amené le pouvoir gaulliste à parler de régions ont amené la gauche à réviser son jacobinisme viscéral, tout au moins à en atténuer la virulence. Admettons que oui (5). Quoi qu'il en soit, de la prise de conscience du sous-

européens. La région Rhône-Alpes, avec Lyon, encadré par Saint-Etienne et Grenoble, en est un bon exemple; on pourra contester certaines limites tracées arbitrairement à Paris, mais on ne peut nier qu'il s'agisse là d'une unité viable et équilibrée. Par contre, les regroupements et parfois les remembrements à étudier se situent, presque tous dans la partie ouest et sud du pays, dans cette France pauvre que le régionalisme fonctionnel se propose justement de ranimer. Or, cet objectif sera souvent plus facile à atteindre dans des unités de meilleures dimensions qui ne seront pas découpées arbitrairement tout en restant à l'échelle humaine». *Courrier de la République*, id. p. 4.

(3) Chaque CODER est composée:

- pour moitié, de représentants des activités professionnelles et syndicales,
- pour un quart au moins, de représentants des collectivités locales (désignés par les Conseils généraux),
- pour un quart au plus, de « personnalités compétentes » désignées par le Premier Ministre.

Nous empruntons ces précisions à *Régionaliser la France*, brochure éditée en 1965 par le Centre régional Rhône-Alpes de « La Fédération ».

(4) Voir *le Monde* du 20 décembre 1966.

(5) On trouve d'intéressants éléments de réponse dans *Décoloniser la province*, brochure introductive à la Rencontre socialiste de Grenoble; par exemple p. 30:

« Si le problème de la vie régionale, de la décolonisation de la province, se trouve aujourd'hui posé avec tant d'acuité en France, on ne le doit pas à la résurgence de traditions provincialistes. Il s'agit au contraire d'une prise de conscience très récente, née des difficultés de l'emploi dans la plupart des régions de France, en même temps que d'un besoin de plus en plus vif de démocratie et de participation ».

Et p. 31:

« C'est donc un réflexe logique et salutaire chez les nouvelles élites de ce pays... que de chercher à remédier à cette situation en exerçant sur le système une pression plus directe que celle du bulletin de vote. Les hommes qui portent l'avenir économique, social, culturel et politique du pays veulent aujourd'hui administrer et pas seulement élire, contrôler et pas seulement exécuter, connaître et pas seulement subir, choisir et pas seulement ratifier.

développement dans lequel s'enfonce une bonne partie de la France à la revendication de la mise sur pied de régions politiquement structurées, la distance a été franchie en un temps record. Ce qu'on disait et écrivait dans des groupes minoritaires comme le Comité Occitan d'Etudes et d'Action (C.O.E.A.) ou le Club breton des Bonnets Rouges, voilà qu'on le trouve assimilé, affirmé et remarquablement développé dans la brochure de la Rencontre socialiste de Grenoble, au titre hautement suggestif: *Décoloniser la province*. En 1962, dans ses *Principes* (6), le C.O.E.A. osait parler de « colonialisme intérieur » (7). Il suffit de lire l'introduction et la I^{ère} partie de *Décoloniser la province* pour comprendre quel cheminement cette notion de « colonialisme intérieur » a fait dans des esprits qu'on avait crus longtemps imperméables à ce problème et à ces arguments. Plus que le diagnostic de la situation, d'ailleurs relativement aisé pour tout individu de bonne foi, ce qui frappe dans la brochure de la Rencontre socialiste de Grenoble, c'est l'analyse des conditions du développement régional: conditions économiques, techniques, institutionnelles. En voici l'introduction: « Il convient de ne pas se méprendre sur les mots. Autonomie veut dire non-dépendance. Il n'est pas là question de drapeaux ou de reconnaissance en droit international public. Il est en revanche question de savoir si l'on peut donner à ce pays une structure démocratique, c'est-à-dire une structure où chaque Français éprouve le sentiment que, dans la portion du pays où il a établi son foyer, une autorité connue et accessible a pour responsabilité exclusive d'assurer les conditions nécessaires au bon déroulement de son avenir et de celui de ses enfants: emploi, logement, encadrement administratif et scolaire, avec la participation de tous » (8).

Il est évident que les fédéralistes sont sensibles à un tel langage; surtout lorsqu'il apparaît que les conséquences inévitables en sont clairement comprises et jamais éludées: comme

Cette volonté démocratique ne peut en aucune manière cheminer à travers les institutions officielles de gouvernement que sont l'administration et les partis politiques. Elle ne peut trouver comme points d'appui résistant encore que les organisations syndicales et les collectivités locales ».

(6) Réédités en décembre 1966, à Nîmes, sous le titre: *Principes d'une action régionale progressiste*.

(7) Op. cit., p. 6 et 7: le sous-développement « est la conséquence d'une colonisation. Nous affirmons qu'en effet la situation des régions occitanes offre de grandes similitudes avec la situation coloniale ». Il faudrait pouvoir citer ces deux pages en entier, et nous nous permettons d'y renvoyer nos lecteurs.

(8) *Décoloniser la province*, p. 19.

par exemple en ce qui concerne la suppression de la tutelle préfectorale (9), l'enseignement des langues régionales (10), les finances locales (11), ces points n'étant mis en relief par nous que pour souligner combien on a su rompre avec de vieilles méfiances, aller résolument de l'avant.

La Rencontre socialiste de Grenoble a été suivie d'autres manifestations réalisées dans le même esprit à Oullins, près de Lyon, et à Saint-Brieuc: les résolutions qui y ont été adoptées ne laissent subsister aucun doute quant à la conversion d'une partie de la gauche française à des idées qui, il y a peu encore, lui paraissaient non seulement étrangères, mais dangereuses. Un long chemin reste pourtant à parcourir, et il n'est pas acquis à ce jour que la Nouvelle Gauche aura le courage de le parcourir. Nous avons pu en prendre conscience personnellement à la Rencontre Socialiste de Marseille, qui a précisément été très en retrait sur celles de Lyon et de Saint-Brieuc. On pouvait y entendre, en commission, des syndicalistes défendre la CODER avec beaucoup de candeur et de bonne foi « parce que les services préfectoraux communiquent des informations précieuses »; des hommes de gauche se refuser à envisager une assemblée régionale élue au suffrage universel et, c'est logique, accepter de gaité de cœur le préfet et sa tutelle. En assemblée générale, un membre du C.O.E.A. souleva des tollés en demandant si c'est « la nation qui doit primer ou le développement des hommes dans leur milieu naturel? » (12). Or ceux-là mêmes qui protestaient trouvaient normal que Michel Rocard, le rapporteur, insistât sur le fait que le socialisme prime la région; que ce qui compte, fondamentalement, c'est l'hom-

(9) « Pour que les décisions puissent être prises sur place, il est nécessaire que le risque qu'elles comportent soit assumé sur place. A cet égard, le rôle de la tutelle administrative est moins celui d'un contrôle que celui d'un parapluie. L'autorité du préfet est en fait une couverture commode pour l'apathie locale. La renaissance du dynamisme régional suppose la disparition de cet alibi. Il faut supprimer la tutelle et surtout le préfet, institution dont l'équivalent n'existe dans aucun des pays avec lesquels nous prétendons rivaliser économiquement ». Op. cit., p. 23 et 24.

(10) La France est avec l'Espagne, et au contraire de la Suisse, de la Grande-Bretagne, de la Yougoslavie, etc... l'un des très rares pays à refuser même à titre facultatif la reconnaissance de ses langues régionales par l'enseignement officiel. Or il s'agit seulement d'une mesure modeste, au demeurant demandée déjà par neuf propositions de loi déposées depuis 1958 ». Op. cit., p. 26.

(11) Nous renvoyons nos lecteurs aux pages 38 et 39 de *Décoloniser la province*.

(12) Compte-rendu de la Rencontre socialiste de Marseille dans *le Monde* du 20 décembre 1966.

me, et non pas tel espace géographique déterminé. Mais attention: si le respect de l'homme et la satisfaction de tous ses besoins passe par la mise en question de l'Etat-nation et, peut-être, par sa suppression tout court, il est évident alors que beaucoup de ces hommes de gauche ne marcheront plus. Ils comprennent, oui, mais ne vont pas jusqu'à admettre les conséquences de ce qu'ils ont compris.

Et ce qui frappe par son étrange absence, dans cette brochure *Décoloniser la province* ainsi qu'aux Rencontres socialistes, c'est l'Europe. Il est évident que la plupart des membres de la Nouvelle Gauche ont de la peine à concevoir un autre cadre (ou d'autres cadres) que le national, et par conséquent à passer d'une opposition de régime à une opposition de communauté. Ils n'ont pas admis que l'ébranlement des structures de l'Etat capitaliste ne peut se produire que par un double choc interne et externe (13), que la construction du socialisme et de la démocratie vont de pair avec l'édification de l'Europe, mais évidemment pas de n'importe quelle Europe: nous parlons bien entendu d'une Europe fédérale. Ce sont là des choses que les lecteurs de cette revue savent depuis assez longtemps pour qu'on veuille bien nous dispenser de les rabâcher.

Une autre remarque s'impose concernant le refus de la Nouvelle Gauche languedocienne et provençale de déboucher sur la région. Dans le cadre rhônalpin la vie économique est assez forte pour que la centralisation y apparaisse généralement comme abusive et que l'on y éprouve le désir de la secouer: la nécessité de créer des structures régionales autonomes y semble donc assez naturelle. En Bretagne, l'abandon scandaleux dans lequel cette terre est laissée, l'exploitation rigoureusement colonialiste à laquelle elle est livrée, aboutit aussi à faire prendre conscience à beaucoup de ce qu'il faudrait entreprendre pour sortir de cette situation. En Provence et en Languedoc, par con-

(13) Le C.O.E.A., dans ses *principes*, a vu le lien entre Europe et région:

« L'Europe est à la fois notre espoir, puisqu'elle s'allie théoriquement à nous dans le combat contre l'Etat omnipotent, le cadre neuf de notre action, et la plus grande menace: nous voyons bien que l'Europe... ne fait que redoubler le phénomène de colonialisme dont nous souffrons... Le mouvement qui fait l'Europe est certainement irréversible. La région doit utiliser ce cadre pour se libérer, exactement comme elle utilise le cadre de l'Etat démocratique libéral ».

Par delà l'adhésion à l'Europe, ces quelques lignes mettent en évidence un problème, celui du renforcement du colonialisme interne par le Marché commun, dont il faudra bien que nous nous occupions un jour.

tre, l'aliénation est si profonde qu'on ne la perçoit généralement même plus.

Il est bien évident que la région, même dotée des institutions les meilleures, n'est qu'un instrument. Elle est ce que les hommes en font. Ce qu'ils veulent en faire. Cela suppose au départ de la volonté, essentiellement la volonté de prendre en mains son propre destin. Il est plus facile, bien entendu, de s'en remettre à un préfet, à un gouvernement central qu'on peut d'autant plus aisément critiquer qu'il est lointain... mais qui distribue la manne. Parcimonieusement, sans doute, mais il la distribue. Et quand, génération après génération, on a habitué des hommes à tendre la main, quand ce n'est pas le derrière, il ne faut pas s'étonner qu'il leur soit très difficile, presque impossible, de réclamer leur dû, à commencer par ce droit élémentaire d'être maîtres chez eux et maîtres de leur destin.

La Nouvelle Gauche a engagé un combat sérieux, sur un bon terrain. Elle gagnera si elle ne recule pas devant les conséquences auxquelles l'entraîne tout droit l'analyse que certains de ses responsables ont si bien su faire. Quant aux fédéralistes, ils seraient stupides de ne pas se lancer à corps perdu dans cette bataille pour laquelle ils sont mieux préparés que quiconque.

Les races n'existent pas

FRANCESCO ROSSOLILLO

LE PROBLEME

L'étude que voici ne prétend pas être une réfutation des théories racistes traditionnelles. En effet, du point de vue de la science, une telle réfutation est absolument inutile. C'est une opinion désormais reçue, et depuis longtemps, par les anthropologues et les généticiens que cela n'a pas de sens de parler de « races supérieures » et de « races inférieures », non plus que d'admettre la moindre relation entre les caractères héréditaires physiques des membres d'un groupe et leurs caractères héréditaires mentaux (1).

Mais si la science a détruit les formulations pseudo-scientifiques du racisme, on ne peut pas dire qu'elle en ait fait autant avec le concept — à première vue neutre scientifiquement — qui en a constitué et qui en constitue la base: le concept même de race, entendu — qu'on veuille bien nous permettre, dans une première approximation, cette définition imprécise — comme la possession en commun, par les membres d'un groupe, d'un ensemble de caractères héréditaires physiques qui les différencie des membres de tout autre groupe. Pour beaucoup, pour la plupart même des anthropologues et des généticiens contemporains, l'humanité doit donc encore être considérée comme divisée en un certain nombre de sous-espèces distinctes appelées races.

Or, ce que beaucoup ne savent pas, et qui par conséquent mérite d'être discuté ici, c'est que le concept même de race

(1) Cf. à ce sujet, par exemple, le volume collectif *Le racisme devant la science*, Unesco/Gallimard, 1960. On y remarquera, entre autres choses, que la génétique des caractères mentaux n'a pratiquement produit, jusqu'à ce jour, le moindre résultat, étant donné la difficulté, pratiquement insurmontable, qu'il y a à distinguer, dans les caractères mentaux d'un individu, la part due à l'hérédité de celle qui est due au milieu.

est quelque chose d'extrêmement nébuleux, et que sa base scientifique est tellement incertaine qu'elle donne à penser que son maintien obstiné au nombre des concepts de la science pourrait bien n'être qu'un résidu, inconscient et irresponsable si l'on veut, des préjugés de nature sociale qui lui ont été et lui demeurent liés.

Pour illustrer le caractère problématique de ce concept, nous utiliserons largement l'intéressant volume collectif publié en 1964 sous la direction de l'anthropologue américain Ashley Montagu, *The Concept of Race* (2).

« RACE » ET SOCIÉTÉ

Avant de se lancer dans la discussion du concept de race, il faut au préalable se livrer à quelques considérations dans le but de prévenir une objection facile: est-il légitime que celui qui s'occupe professionnellement d'études politiques et sociales se permette d'entrer dans une discussion qui, de prime abord, concerne exclusivement les anthropologues et les généticiens?

C'est légitime. Et, en premier lieu, parce que nous n'entendons absolument pas discuter les données établies et vérifiées par les savants; c'est d'elles que nous partons et c'est sur elles que nous nous basons. La discussion que nous menons est purement méthodologique et, comme telle, elle se situe aux confins de la science et de la philosophie.

Ensuite, parce que le mot race a joué et joue toujours un rôle catastrophique dans la société, ce qui oblige celui qui étudie celle-ci à se rendre compte du fondement scientifique du concept. « L'emploi actuel du terme chez les biologistes, écrit Ashley Montagu (3), est pratiquement le même que celui qui était courant parmi eux au XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire qu'il désigne une subdivision de l'espèce dont les membres se ressemblent, tandis qu'ils diffèrent des autres membres de l'espèce par un certain nombre de caractéristiques. On a fait de nos jours de courageuses tentatives pour verser du vin nouveau dans les vieilles outres. Cependant, la forme de l'outre n'a pas changé. L'homme de la rue emploie ce mot pratiquement de la même manière que son égal l'employait au XIX^{ème} siècle.

(2) ASHLEY MONTAGU, ed., *The Concept of Race*, New-York-London, 1965 (2^{ème} édition).

(3) ASHLEY MONTAGU, « The Concept of Race », in *The Concept of Race*, cit., p. 14.

Type physique, hérédité, sang, culture, nation, personnalité, intelligence et capacité se mélangent pour former cette omelette qui constitue la conception populaire de la 'race'.

Il s'agit d'un terme particulièrement virulent, dont le comportement épidémique est bien mieux compris par le savant en matière sociale que par le biologiste, lequel devrait par conséquent faire montre d'un peu plus de scrupules et d'un peu plus de prudence qu'il ne le fait habituellement quand il s'occupe de la chose ».

Enfin parce que, de l'avis unanime des anthropologues et des généticiens, les facteurs qui ont provoqué la plupart des différenciations héréditaires de l'espèce humaine géographiquement localisées sont des facteurs de caractère historico-social.

« L'évolution des races, écrit S.L. Washburn (4), dépend, d'après la génétique moderne, de la mutation, de la sélection, de la migration et du *genetic drift* (5). Il est facile de passer de cette affirmation de la théorie génétique à des considérations plus compliquées concernant l'hémoglobine, les groupes sanguins et autres données techniques. Mais le point que je veux mettre en évidence, c'est que l'implication fondamentale de la génétique pour l'anthropologie consiste dans le fait qu'elle affirme la relation entre culture et biologie de façon incomparablement plus assurée et plus nette qu'on ne l'avait fait jusqu'à ce jour. La sélection est guidée par le succès dans la reproduction et, chez l'homme, le succès dans la reproduction est déterminé fondamentalement par le système social et par la culture. L'élément déterminant réside dans le comportement et non dans quelque chose d'autre.

Le *drift* dépend de la dimension de la population et la dimension de la population dépend, de nouveau, de la culture et non pas des facteurs génétiques en tant que tels. La migration, évidemment, dépend de l'habillement, des transports, de l'économie et des événements militaires, et constitue un objet d'étude pour l'archéologie. Même les taux de mutation sont influencés aujourd'hui par la technologie.

La théorie génétique oblige à considérer la culture comme le facteur principal dans l'évolution de l'homme. Elle confirme de la sorte l'opinion fondamentale des anthropologues que nous devons étudier l'homme à la fois comme un organisme biologique et comme un organisme social ».

(4) S. L. WASHBURN, « The Study of Race », in *The Concept of Race*, cit., p. 243-4.

(5) Par *genetic drift* on entend « la distribution, l'extinction ou la fixation fortuite et non sélective des gènes d'une population », *The Concept of Race*, cité, p. 262.

Il est donc évident que l'étude des races se situe à mi-chemin entre les disciplines biologiques et les disciplines sociales. Et il serait absurde de prétendre que ceux qui cultivent ces dernières devraient en laisser le monopole aux spécialistes des premières.

L'ORIGINE DES « RACES »

La première superstition dont il importe de se débarrasser quand on étudie le concept de race, est celle suivant laquelle les différences physiques qui diversifient le genre humain constitueraient quelque chose d'originel. Il en est qui, même récemment, l'ont soutenu. Coon (6), par exemple, a affirmé que déjà l'espèce *Homo erectus*, de laquelle dériverait l'espèce *Homo sapiens*, aurait été divisée en cinq sous-espèces, ou races, et que ces races auraient évolué séparément dans l'espèce *Homo sapiens*, qui par conséquent aurait non pas une, mais cinq origines différentes. Cette théorie, comme le démontre clairement Montagu (7), est absolument dépourvue de fondement. Le passage d'une espèce à une autre intervient en effet par suite d'une accumulation de mutations (8) qui se stabilisent en donnant naissance à une espèce nouvelle, c'est-à-dire à un ensemble d'individus qui sont fertiles entre eux mais qui ne le sont plus avec des individus appartenant à l'espèce de laquelle ils proviennent. Or, du moment que la vérification des mutations est fortuite (même si leur stabilisation dérive de facteurs externes, naturels ou « culturels »), il est totalement absurde de penser que cinq sous-espèces différentes et isolées puissent évoluer séparément en une unique espèce nouvelle dont les membres seraient fertiles entre eux.

C'est un fait par conséquent que l'*Homo sapiens* n'a qu'une seule origine et que les différences héréditaires qu'on peut aujourd'hui rencontrer entre les hommes sont le produit d'une évolution successive qui, comme on l'a indiqué plus haut, a été déterminée par des facteurs externes, pour la plupart de nature historico-sociale.

(6) C. S. COON, *The Origin of Races*, New-York, 1962.

(7) ASHLEY MONTAGU, « On Coon's *The Origin of Races* », in *The Concept of Race*, cit., pp. 228 et suiv.

(8) Par mutation on entend « un manque de précision dans la propriété fondamentale des gènes, qui consiste en ce qu'ils se reproduisent exactement. Ce manque de précision a pour résultat la modification, transmissible héréditairement, d'un caractère », *The Concept of Race*, cit., p. 262.

LA DEFINITION TRADITIONNELLE DE « RACE »

Tout cela n'empêche évidemment pas qu'il existe de visibles différences physiques entre les hommes. Mais ce n'est pas cela que nous voulons nier. Le problème consiste seulement à voir si le concept de « race » convient pour classer et comprendre ces différences.

Prenons en considération, avant toute chose, le concept traditionnel de race, comme « groupe d'êtres humains comprenant des individus dont chacun possède un certain ensemble de caractères qui, individuellement et collectivement, servent à les distinguer des individus appartenant à tous les autres groupes » (9).

En accord avec cette définition, écrit Montagu (10), « depuis près de deux siècles les anthropologues font porter leur attention sur l'établissement des critères avec lesquels on peut définir les races humaines. Ils ont tous tenu pour complètement acquis cela même qu'il fallait prouver, que le concept de race correspond à une réalité qui peut être mesurée, vérifiée et décrite comme peut l'être un fait ».

Cette définition et cette manière d'aborder le problème sont dénuées de fondement. On peut le comprendre aisément en réfléchissant sur quelques données définitivement acquises:

1) En général les différents caractères héréditaires ne sont jamais présents dans la totalité des membres d'un groupe donné, ils n'y sont que prédominants, ou présents dans une mesure caractéristique. On cite toujours — et c'est là l'exception qui confirme la règle — le cas d'un petit village du Pérou dont les habitants appartiennent tous au groupe sanguin O. Ce fait suffirait à lui seul à saper les définitions traditionnelles.

2) Les cartes de répartition géographique des différents caractères héréditaires sont complètement différentes de caractère à caractère (11) et, pour ce qu'on en sait, les facteurs ambiants qui conditionnent la diffusion et la stabilisation de chaque caractère sont totalement indépendants l'un de l'autre. Par conséquent cela réduit à néant le concept d'« agrégat de caractères » entendu comme une structure qui demeure ou qui se transforme comme un tout. Et, par conséquent, celui qui se proposerait de construire un système des « races » humaines

(9) ASHLEY MONTAGU, « The Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », in *The Concept of Race*, cit., p. 5.

(10) Ibid.

(11) Cf. par ex. PAUL R. EHRLICH and RICHARD W. HOLM, « A Biological View of Race », in *The Concept of Race*, cit., pp.166 et suiv.

se trouverait en présence du fait que, suivant le caractère ou les caractères choisis comme critères pour distinguer les « races » les unes des autres, son système changerait complètement.

3) Les variations géographiques de chacun des caractères héréditaires — excepté pour un nombre très restreint de cas secondaires — ne sont jamais brusques, mais graduelles (12). Ce qui revient à dire que le panorama mondial des différences héréditaires entre les hommes ne résulte pas d'une juxtaposition d'entités distinctes, mais est un continuum qui présente, pour tout caractère, des maximums et des minimums reliés par des séries ininterrompues de cas intermédiaires. Ce fait nous amène à conclure que l'opération consistant à tracer sur la carte des frontières entre différentes races hypothétiques est arbitraire en ce sens qu'elle ne peut donner de résultats qui aient la moindre valeur descriptive.

LA DEFINITION STATISTIQUE DE « RACE ». IMPOSSIBILITE DE RATTACHER LES INDIVIDUS PARTICULIERS A UNE « RACE »

L'impropriété du concept traditionnel de race a récemment poussé certains auteurs à avancer une définition plus raffinée. Pour Dobzhansky, par exemple (13), « les races sont des populations qui diffèrent par l'incidence de certains gènes ». Le concept traditionnel de race se voit par conséquent transformé en un concept statistique. Il s'ensuit que « ...le nombre des races à reconnaître est une question de convenance, et donc de jugement » (14), en d'autres termes que « Les races que nous choisissons de distinguer, c'est une question entièrement arbitraire, et leur distinction dépendra de la caractéristique particulière sur laquelle nous aurons choisi de la baser » (15).

Cette seconde définition appelle elle aussi une série d'observations.

1) Elle ne permet pas l'usage du mot « race » dans un contexte très important, par exemple celui-ci: « l'individu X appar-

(12) JEAN HIERNAUX, « The Concept of Race and the Taxonomy of Mankind », in *The Concept of Race*, cit., pp. 36 et suiv.

(13) Cité par HIERNAUX, op. cit. p. 33.

(14) TH. DOBZHANSKY, « Comment on "The Non-existence of Human Races" by F. B. Livingstone », *Current Anthropology*, 1962, III, 279-80, cité par HIERNAUX, cit., p. 39.

(15) W. C. BOYD, *Genetics and the Races of Man*, Boston, 1950. cité par HIERNAUX, cit. p. 39.

tient à la race Y », ce qui suffit pour rendre inutile un terme indiquant une classe, qui est définie par les individus qui la composent. Le concept de race n'étant plus qu'un concept statistique, il n'est applicable qu'aux groupes et non aux individus, parce que les caractéristiques qui définissent le groupe ne définissent pas également ses membres pris individuellement.

Ce qui veut dire que, quelle que soit la manière de définir une race et de tracer les frontières qui la séparent des autres, les individus qui se trouvent aux extrémités de la distribution statistique donnant lieu à une certaine valeur moyenne se trouveront plus près des valeurs moyennes d'autres races que de la leur. Pour prendre un exemple extrême, on a noté que, en ce qui concerne la taille, les plus grands des Pygmées, qui sont la population la plus petite du monde, sont plus grands que les plus petits des Dinkas du Soudan, qui constituent la population du monde ayant la plus haute stature. Il s'ensuit par conséquent que, aussi bien les plus grands des Pygmées que les plus petits des Dinkas ont une taille qui avoisine la moyenne d'autres races beaucoup plus que la moyenne de celles auxquelles ils appartiennent. Et, dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi on devrait les rattacher à leur « race » plutôt qu'à une autre, étant donné que la race est définie en fonction de la présence de certaines caractéristiques physiques (16).

(16) L'argument devient encore plus évident si l'on se réfère à des caractères comme les groupes sanguins, par rapport auxquels la caractérisation des « races » est faite en termes de pourcentages. Certaines populations asiatiques par exemple sont caractérisées par le fait qu'elles présentent une fréquence particulièrement élevée du groupe B (25 à 30%). Mais cela n'empêche évidemment pas que chaque habitant de la zone en question, pris en particulier, ne puisse pas être rattaché à une race déterminée. Tout individu appartenant au groupe sanguin B sera toujours plus proche — sous cet aspect spécifique — de tous les individus vivant dans d'autres parties du globe et appartenant au même groupe que de ceux qui vivent dans la même zone mais appartiennent à d'autres groupes.

Le résultat ne change pas si, au lieu d'examiner un seul caractère, on en examine plusieurs. Au contraire il est évident que les distributions statistiques obtenues, moyennant l'usage de coefficients opportuns, à partir de nombreux caractères, sont moins caractérisants que ceux qu'on a obtenus à partir d'un seul caractère déterminé.

Voici ce qu'écrit à ce propos ASHLEY MONTAGU (« The Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », cit., p. 5-6): « Quand, comme c'est arrivé ces dernières années, quelques anthropologues ont admis que le concept (de race) ne peut être étroitement appliqué dans aucune intention systématique, ils ont pensé échapper aux conséquences de ce fait en qualifiant le mot de 'général', et ils se sont mis à jouer au vieux jeu de colin-maillard d'une façon tellement sublime qu'elle pouvait susciter l'envie. Il n'est pas permis à

On peut opposer deux objections à cette conclusion. La première est que l'appartenance d'un individu à sa race serait vérifiable sans équivoque sur la base de la considération suivante: que les valeurs des caractéristiques héréditaires de cet individu sont entrées comme facteurs dans le calcul de la valeur moyenne définissant le groupe. La seconde est que les caractéristiques héréditaires d'un individu servent seulement d'indication pour marquer une commune descendance. Et si, dans le cas spécifique, on réussit à prouver que la descendance d'un certain groupe est commune, le fait que les caractères des individus considérés s'écartent de la moyenne est insignifiant.

Ces deux objections sont privées de fondement. En ce qui concerne la première, nous avons cité plus haut une phrase de Boyd qui découlait logiquement de la définition de Dobzhansky: « Les races que nous choisissons de distinguer, c'est une question entièrement arbitraire, et leur distinction dépendra de la caractéristique particulière sur laquelle nous aurons choisi de la baser ». Suivant cette affirmation, c'est la détermination de la valeur moyenne d'une certaine caractéristique qui doit servir de critère pour décider de l'extension et des limites d'une « race », c'est-à-dire des individus qui en font partie. Un tel critère,

tout le monde d'apprécier à sa grandeur la doctrine en question. Le sentiment d'insatisfaction avec lequel la plupart des anthropologues ont considéré les nombreuses et laborieuses tentatives de classer les races humaines n'a pas eu, en général, l'effet d'engendrer le perfide soupçon que quelque chose peut-être, quelque part, ne cadrerait pas. S'il y avait une erreur, pensèrent la plupart, ce n'était pas les anthropologues qui l'avaient commise, mais la réalité, c'est-à-dire les êtres humains eux-mêmes qui étaient l'objet de la classification et qui s'obstinaient à être différents au point de rendre difficile leur rattachement au groupe auquel on pensait qu'ils appartenaient; et c'était là, bien sûr, un inconvénient, mais pas au point, heureusement, qu'on ne pût le surmonter grâce à ce simple expédient qui consiste à « calculer des moyennes » — tâche à laquelle s'adonne principalement celui qui étudie les 'races'.

Le procédé consistant dans le calcul des moyennes des caractères d'un certain groupe, en mettant ensemble les individus, en les mélangeant bien et puis en servant comme 'race' l'omelette qui en résulte, tel est essentiellement le procédé anthropologique de la fabrication des races. C'est peut-être de la bonne cuisine, ce n'est pas de la science, parce que cela sert davantage à confondre qu'à clarifier. Quand une omelette est faite, elle offre un caractère assez uniforme, même si les ingrédients qui la composent étaient divers. Telle est la conception anthropologique de la 'race'. C'est une omelette qui n'a pas son correspondant dans la nature. C'est un plat indigeste confectionné par un chef-anthropologue avec des ingrédients d'une extrême variabilité dans les caractères qu'ils offrent. L'omelette appelée 'race' n'existe pas en dehors de la poêle statistique dans laquelle elle a été mise par la force de la chaleur de l'imagination anthropologique ».

s'il était applicable, aurait encore un sens. Mais en fait, comme nous l'avons vu, si l'on accepte la manière d'aborder le problème sous-entendue par l'objection que nous discutons, ce sont les valeurs moyennées qui dépendent du groupe choisi pour les calculer. Ce qui revient à dire que la procédure à suivre consisterait, d'abord à diviser la population mondiale en des groupes arbitrairement délimités, puis à calculer les valeurs moyennes pour les divers caractères, avec l'assurance mathématique de trouver des valeurs différentes, étant donné que de toute façon il existe entre les hommes des différences, bien qu'elles aient un caractère continu. Il est évident qu'en ce cas il n'y aurait plus aucun critère de délimitation.

LE CONCEPT DE « BREEDING POPULATION »

2) C'est ici qu'intervient la seconde objection. On dit: les groupes dont on calcule les valeurs moyennes ne doivent pas être en fait délimités arbitrairement. Ils doivent l'être de façon à coïncider avec des *breeding populations*, avec des populations endogames, autrement dit telles que les rapports sexuels entre les membres de la population et les membres d'autres populations aient été pratiquement inexistantes pendant un temps suffisamment long pour permettre à la population en question d'assumer une caractérisation génétique qui lui soit propre. C'est ce à quoi nous faisons allusion plus haut en parlant de « descendance commune ».

Cette objection non plus ne tient pas pour une série de raisons:

a) Le remplacement d'une approche descriptive par une approche philogénétique n'est qu'apparente dans la plupart des cas. En réalité, et surtout lorsqu'il s'agit de peuples primitifs pour lesquels on ne dispose pas d'informations historiques et archéologiques, l'unique critère sur la base duquel on peut conclure qu'on se trouve en présence d'une *breeding population* est celui de la présence, dans la population en question, de traits physiques qui la caractérisent par rapport à d'autres. En fait cela n'est donc qu'une façon de tourner l'obstacle sans résoudre le problème.

b) En outre, le concept lui-même de *breeding population* est tout ce qu'il y a de plus problématique. En effet:

— L'*inbreeding* d'un groupe est toujours relatif et jamais absolu. Critiquant une affirmation de Garn selon laquelle « le premier et principal facteur à la base de l'existence d'une race géographique est constitué par le fait que celle-ci a des limites

géographiques précises coïncidant avec d'importantes barrières faisant obstacle à la reproduction », Frank B. Livingstone (17) soutient que « aujourd'hui ces 'importantes barrières faisant obstacle à la reproduction' n'existent pas et il est fort probable que par le passé elles aient encore moins existé. Par exemple, une analyse des populations du point de vue des gènes dans le désert du Sahara indique avec certitude que le désert, en dépit de son faible peuplement, n'est pas une barrière importante faisant obstacle à la reproduction ». « Le concept de race, conclut Livingstone (18), me semble dénué d'utilité pour décrire ou pour expliquer la variabilité génétique des populations de cette région aujourd'hui. Le maintien de ce concept désuet explique le fait qu'une analyse récente des variabilités génétiques chez les populations sahariennes ait défini les Tédas comme ayant 'du sang berbère dans des corps noirs' et les Maoris comme ayant 'du sang négroïde dans des corps morphologiquement berbères' (Briggs, 1957, p. 20-21). Une description de ce genre ne fait qu'introduire des confusions et par conséquent elle est plus qu'inutile ».

— Le degré d'*inbreeding* différera naturellement en fonction des dimensions du groupe qu'on aura choisi. Il sera très accentué chez les habitants d'un même village ou d'une même ville, moins fort au niveau de la région, encore moins au niveau d'un groupe de régions, etc. Il y a plus. Jusque dans l'espace d'une même cité il existe des groupes qui présentent un degré d'*inbreeding* supérieur, et de loin, à celui qui existe entre tous les habitants de la même ville. On a constaté par exemple que dans les castes indiennes, même à l'intérieur d'un même ville, il existe des différences caractéristiques dans la distribution des groupes sanguins (19). On obtiendrait facilement la même chose si l'on analysait diverses classes sociales en Occident. Par conséquent, une fois de plus, établir le degré d'*inbreeding* à choisir pour définir l'extension d'une « race » relève de l'arbitraire.

— Ajoutons enfin que, de quelque façon que l'on trace les frontières géographiques d'une race (à l'exception peut-être de trois ou quatre minuscules populations comme, par exemple les Pygmées) les groupes qui vivent en marge de l'aire géographique ainsi définie présenteront toujours avec les groupes voisins de la zone extérieure à cette aire un degré d'*inbreeding* supérieur à celui qu'ils présentent avec les groupes appartenant

(17) FRANK B. LIVINGSTONE, « On the Non-existence of Human Races » in *The Concept of Race*, cit., pp. 49-50.

(18) Ibid., p. 50.

(19) L. C. DUNN, « Race et Biologie », in *Le racisme devant la science*, cit., p. 313.

à la même aire mais vivant à l'autre extrémité de celle-ci. De la sorte le concept de *breeding population*, entendu comme le concept descriptif d'une réalité, et non comme une hypothèse abstraite formulée pour vérifier le fonctionnement de certains mécanismes génétiques, se trouve vidé de quelque valeur que ce soit.

LE HASARD DANS LES CLASSIFICATIONS DE L'HUMANITE EN « RACES »

3) Une fois constatée l'inutilité du concept de *breeding population*, il ne nous reste qu'à revenir à l'approche du point 1), et à tirer toutes les conséquences implicites dans l'argumentation ci-dessus développée. Nigel A. Barnicot donne dans son article « Taxonomy and variation in modern man » (20), bien que ce ne soit pas dans la même intention que nous, deux cartes intéressantes concernant la répartition de la stature, la première dans le monde, la seconde en France. De la première il résulte que la France rentre entièrement dans l'intervalle compris entre 163 et 167,9 cm. La seconde par contre nous montre les Français géographiquement divisés en cinq catégories qui vont de 160 à 172,4 cm. Cette seconde carte nous apprend qu'il existe en France de vastes zones (Bretagne, Aquitaine, etc.) dans lesquelles la stature moyenne des habitants va de 160 à 162,4 cm. et des zones également vastes (dans les Alpes, les Pyrénées, dans la région parisienne et près de la frontière allemande) où la stature moyenne va de 167,5 à 172,4 cm.

Il en ressort clairement que, lorsqu'on a à faire à des valeurs moyennes, il est absurde de vouloir parvenir à la délimitation d'une aire géographique à partir de la valeur moyenne: c'est elle qui change en fonction de l'aire géographique délimitée. Suivant les aires auxquelles on fait correspondre l'échantillon choisi (et suivant les unités de mesure qu'on a fixées) on aura une, cinq, dix, cent, mille statures moyennes, un, cinq, dix, cent, mille indices céphaliques moyens, etc.

Qu'on ne nous objecte pas que les partisans de cette dernière définition de la race tenaient pour acquis un certain degré d'arbitraire du moment qu'ils admettaient que, de toute façon, n'importe quelle classification de l'humanité en races dépend des caractères choisis comme critères. Celle-ci ne dépend pas des critères, elle dépend de la délimitation géographique

(20) NIGEL A. BARNICOT, « Taxonomy and Variation in Modern Man », in *The Concept of Race*, cit.

choisie comme base pour les relevés, c'est-à-dire qu'en dernier ressort elle dépend d'elle-même. Elle n'est donc pas guidée par des critères anthropologiques ou génétiques, elle est *absolument fortuite* et, en général, anthropologues et généticiens la font coïncider avec des groupes caractérisés par un lien ethnique, culturel, linguistique, politique ou géographique.

Qu'il soit bien entendu que dans tout cela il n'y a rien d'étrange. La statistique est une technique qui sert à recueillir et à élaborer des données une fois défini le champ auquel les données qui intéressent doivent se référer. Cela n'a aucun sens de prétendre que c'est la statistique elle-même qui doit délimiter le champ dans lequel elle devra agir, puisqu'elle ne peut agir que dans l'espace d'un champ déjà délimité.

A ce point on pourra toujours dire que le caractère arbitraire du procédé peut être partiellement surmonté si l'on effectue les relevés statistiques et si l'on calcule les valeurs moyennes sur la base d'aires délimitées par le hasard certes, mais suffisamment petites pour qu'on puisse tenir compte du plus grand nombre possible de variations. De la sorte l'arbitraire est d'autant plus diminué que les aires géographiques ainsi choisies sont plus petites. Mais il n'est pas éliminé. Le degré d'arbitraire qui subsiste est justement proportionnel à la mesure dans laquelle une carte tracée sur la base des données ainsi obtenues donne encore l'impression que l'humanité est divisible en une série d'entités distinctes (21). L'arbitraire ne pourrait être complètement surmonté que si l'on pouvait restreindre les aires au point de décrire chaque individu particulier: on verrait alors que cela n'a pas de sens de parler de races et que la variabilité des caractéristiques héréditaires des hommes constitue un continuum pratiquement sans failles, avec des maximums et des minimums géographiquement localisés qui vont en se dégradant lentement les uns dans les autres et qui ont des localisations et des distributions différentes pour les divers caractères.

QUAND EST-IL LEGITIME DE CLASSIFIER?

Une objection que l'on pourrait faire à tout ce qui vient d'être développé jusqu'ici c'est que toute la réalité est un continuum et que l'esprit doit y opérer des choix pour la com-

(21) Le caractère arbitraire de la classification sera aussi fonction, comme on l'a déjà indiqué, de l'unité de mesure sur la base de laquelle seront calculées les valeurs moyennes. Plus elle sera précise et moins les regroupements obtenus seront arbitraires.

prendre et pour la dominer. Et que par conséquent la constatation que la variabilité humaine constitue un continuum ne suffit pas à disqualifier toute classification anthropologique.

Mais il y a une différence. Bien entendu la fonction spécifique de la pensée consiste à rendre discret ce qui est continu. Sans cette dissection de la réalité il n'y aurait pas de pensée, il n'y aurait pas de langage, il n'y aurait pas de science. Ce qui ne signifie pas que n'importe quelle classification de n'importe quelle réalité soit légitime. Toute « coupe » faite dans la réalité doit servir à une fin: et c'est la fin qui suggère les critères sur la base desquels la « coupe » doit être faite. Cela n'a pas de sens de soutenir, comme le fait Washburn (22), que, « puisque les races sont des systèmes ouverts qui confluent graduellement l'un dans l'autre, le nombre des races dépendra du but assigné à la classification ». Comment peut-on prétendre qu'une classification soit légitime avant qu'on en ait trouvé le but? Et de quel droit donne-t-on le nom de « races » aux catégories qui seront définies par une classification qui n'a pas encore été établie et dont on ne sait pas si et sur la base de quels critères elle sera réalisée?

C'est un fait que l'unique but pour lequel a servi jusqu'à présent le concept de race a été la discrimination raciale. Et il est difficile de se dérober à la conclusion que la persistance obstinée de ce mot dans le vocabulaire des anthropologues et des généticiens est le résultat d'une volonté inconsciente de le maintenir, fût-ce contre l'évidence; volonté déterminée précisément par l'acceptation préalable, sans examen, d'un concept qui a joué dans l'histoire un rôle si important que, pour cela même, on hésite à le considérer sans fondement.

Certes, on ne peut pas refuser à un anthropologue le droit de répartir à son gré l'humanité en groupes, et de donner à ces groupes le nom de races. Chacun a le droit de s'amuser comme il l'entend. Mais peut-être sera-t-il permis à qui étudie la société de l'inviter à manier de moins sinistres jouets.

TERMINOLOGIE ALTERNATIVE

Ashley Montagu écrit (23): « Le concept de race n'est qu'un sépulcre blanchi, une conception qui, à la lumière de la mo-

(22) S. L. WASHBURN, « The Study of Race », *American Anthropologist*, 1963, 65, 521-531, cité par HIERNAUX, op. cit., p. 39.

(23) ASHLEY MONTAGU, « The Concept of Race in the Human Species in the Light of Genetics », in *The concept of Race*, cit., p. 3.

derne génétique expérimentale est complètement erronée et dénuée de signification et qui devrait par conséquent être éliminée du vocabulaire de l'anthropologue, car elle a fait énormément de mal et n'a apporté aucun bénéfice ».

Nous souscrivons complètement à cette conclusion. Reste à examiner brièvement le problème de la terminologie à adopter pour décrire de façon satisfaisante la variabilité humaine.

Frank B. Livingstone propose l'usage du mot « gradient » (*cline*) (24). Il aurait justement le grand avantage de permettre la description et l'étude des variations géographiques des caractéristiques héréditaires sans donner en sous-main l'impression que l'humanité peut être regroupée en catégories distinctes.

Quand par contre on devra étudier les caractéristiques héréditaires de groupes déterminés, il conviendra, pour désigner ces groupes, d'employer une terminologie reflétant les critères sur la base desquels ils ont été délimités (groupes ethniques, linguistiques, géographiques, etc.) sans donner en sous-main l'impression que les mêmes caractéristiques que l'on veut relever sont utilisées pour délimiter le groupe.

CONCEPTS SCIENTIFIQUES ET REALITE

Il nous reste un seul problème à discuter en appendice. Quand nous concluons que « les races n'existent pas », Dobzhansky et les autres défenseurs des plus récentes définitions de la race souscriraient volontiers à notre affirmation. Ils ne soutiennent pas en fait que la race soit une réalité donnée qu'on n'a qu'à constater et à étudier, mais qu'il s'agit seulement d'un « type idéal », d'un concept commode qui sert à mettre de l'ordre dans une réalité nuancée et embrouillée.

Cependant, ce que Dobzhansky ne voit pas, c'est que cela n'a pas de sens dans le domaine scientifique de distinguer entre des concepts qui « photographient » une réalité donnée et des concepts commodes qui ne servent qu'à mettre de l'ordre dans une réalité substantiellement diverse. Les concepts d'une science ne doivent être évalués qu'en fonction de leur cohérence et de leur utilité dans le contexte de cette structure interdépendante qu'est la science dans son ensemble. Et celle-ci à son tour est évaluée comme un tout en fonction de son utilité pragmatique (25). Parler, dans le domaine d'une science,

(24) Op. cit.

(25) WILLARD VAN ORMAN QUINE, *From a Logical Point of View*, New-York, deuxième édition mise à jour, 1961, pp. 1-19.

de concepts vrais et de concepts faux revient exactement à parler de concepts utiles et de concepts inutiles ou dangereux. Qu'ensuite l'on considère que ce à quoi se rapportent les termes de classe en général existe réellement ou non, cela dépend exclusivement de la position que nous adopterons dans la dispute des universels. En tout cas le problème affecte tous les termes indiquant une classe, et non pas en particulier le concept de « race » en opposition à d'autres termes de classe. De là vient qu'il ne nous intéresse pas.

Ce que nous avons entendu démontrer, c'est précisément que ce concept est dangereux dans le contexte de l'anthropologie et de la génétique, parce qu'il engendre la confusion au lieu de la clarté, sans compter qu'il est catastrophique par suite du rôle qu'il joue dans la société. Dans la mesure où l'on soutient qu'un terme de classe peut « exister », soutenir que le concept de race est dangereux pour la science revient à dire que les races n'existent pas. Soutenir, comme le fait Dobzhansky, qu'il est utile, revient à dire que les races existent.

Les faits et les idées

EN SOUVENIR D'ERNESTO ROSSI

Lorsque j'appris, dès mon retour de Strasbourg, qu'Ernesto Rossi n'était plus, j'ai envoyé ce télégramme à Madame Ada Rossi: « Avec Ernesto Rossi disparaît la conscience démocratique de l'Italie antifasciste le dernier représentant d'une tradition qui eut en lui en Rosselli en Salvemini les héros mazziniens de l'accord rigoureux entre la pensée et l'action qui posèrent les conditions pour le retour à la liberté par leur sacrifice en rendirent le pays digne par leur conception de l'unité européenne en indiquèrent le fondement durable pour l'avenir ils laissent une leçon de cohérence morale et de lucidité politique qui devra demeurer comme guide et exemple pour les générations futures ».

Aujourd'hui encore je crois que Rossi doit être commémoré en ces termes.

Il existe en effet une sphère suprême de l'esprit — la sphère d'Antigone — et pour celui qui l'atteint la vérité, la justice, le bien, se présentent avec des caractères, une forme et un sens impénétrables pour la plupart des hommes, encore obnubilés par le voile de Maya. Et il est fatal qu'à leurs yeux celui qui a atteint ces sommets apparaisse comme un maboul sympathique ou comme un fieffé coquin. Un tel sort n'a pas été épargné à Ernesto Rossi, qui avait atteint ces cimes par la sublimation de sa conscience d'anarchiste idéal et sui generis, loyal to loyalty, fidèle aux principes d'une justice humaine supérieure, à la lumière de laquelle la corruption de l'époque se dévoilait dans toute sa turpitude. « Un original non dépourvu d'exagération (« trop sévère », a dit de lui Saragat), aux nombreuses lubies, et possédant une veine extravagante, mi-vulgaire mi-spirituelle, d'humour florentin »: tel fut le jugement que même ses amis ont formulé à son sujet dans les divers nécrologes,

pratiquement tous inspirés, en profondeur, d'une mesquinerie trop éloignée du niveau moral du défunt, pour eux inaccessible jusqu'à l'incompréhension.

Telle est la leçon fondamentale que Rossi laisse à un pays parmi les plus cyniques, les plus mécréants, les plus corrompus et les plus conformistes; celle de la rigueur éthique comme railerie, et telle non pas certes malgré cette attitude, mais précisément à cause et grâce à elle; une leçon, comme je le disais, de rigoureuse cohérence « anarchique ». C'est sous cette lumière que se placent sa vision politique de scepticisme radical envers une démocratie fondée sur des institutions pensées à l'époque de la diligence et de la navigation à voiles, et en particulier envers le suffrage universel et le parlementarisme; sa lutte contre les privilèges, les abus de pouvoir, le « maîtres de la vapeur »; sa polémique contre le néo-féodalisme, les collusiones entre les domaines public et privé, le triomphe du sectionnalisme; son esprit anticlérical, contre le conformisme et le laxisme catholique; son admiration dévouée pour Salvemini, son héros mazzinien de l'inébranlable adéquation de la pensée et de l'action. C'est sous cette lumière aussi que se situe sa leçon fédéraliste: critique des « premiers pas » et des « tournants décisifs » (« plus on tourne et plus on revient au point de départ »); de l'attitude inauthentique et de sottise des optimistes à tout prix et des professionnels de la politique; sens du Mouvement fédéraliste comme opposition, puisque par elle sa raison d'être stands or falls; lucidité et rigueur pour poser les problèmes institutionnels, abordés à partir d'études minutieuses sur le « Federalist », sur Robbins et Wootton, de la clarté et de l'organicité, quand elle est authentique, de la pensée britannique et anglo-saxonne en la matière; mépris pour les compromis que l'on fait passer pour des trouvailles originales (« le coq sans haricots »), qui l'avaient de plus en plus éloigné de ses vieux amis et collaborateurs fédéralistes d'autrefois, qui dans le vin de cet « esprit d'Antigone » avaient mis, et continuent à mettre, beaucoup d'eau de conformisme, d'opportunisme, de « désistement » qui n'étaient pas faits pour un Rossi. (J'en ai vu certains, aux funérailles, qui pleuraient comme des pleureuses et cela me semblait des larmes de crocodile).

Il avait cessé de croire dans la possibilité d'unification fédérale de l'Europe (les autres formes n'étaient pour lui que des mystifications; et il avait pleinement raison), comme objectif possible pour notre génération, au début des années cinquante, après avoir, pendant presque vingt ans, perdu son temps et sa peine; et cela doit lui être franchement et durement reproché pour ne pas tomber dans le nécrologue hagiographique et

maniéré qui serait la pire offense involontaire à la mémoire d'un tel homme. Mais, donnant là encore un rare exemple de rectitude, il avait abandonné le Mouvement le jour même où il ne lui avait plus reconnu de rôle, et non sans avoir fait à ses amis les souhaits les plus ardents — et combien nécessaires! — pour qu'ils persévèrent dans leur attitude garibaldienne et rebelle des années héroïques, et qu'ils ne se laissent pas entraîner à un européisme facile, prêt seulement à applaudir et à avaliser, incapable de penser et de proposer à une classe dirigeante sans idées et sans épine dorsale — ni morale ni logique. Il nous reste ainsi le regret d'un Rossi, qui n'a pas existé — ou qui a existé de façon trop inadéquate à sa valeur et à ses capacités de chercheur infatigable et perpétuellement insatisfait — qui, avec la même implacable ténacité grâce à laquelle il flairait, recherchait, découvrait, mettait au pilori scandales, incohérences, lâchetés, hypocrisies nationales — et concussions, concussions et encore concussions (« Le septième: ne pas voler ») — en une perspective lucide de renouveau démocratique, mettrait à nu de manière tout aussi impitoyable et acharnée, absurdités, trucs, imbroglios, dissimulations, exploitations, contradictions au niveau européen — refrain archi-connu! — en une perspective fédéraliste tout aussi claire (« L'Europe de demain ») en dégonflant les ballons inconsistants d'un européisme de papier, dont l'hypocrisie et la médiocrité morale n'ont d'égale que l'absence de tout dessein politique digne de ce nom.

« Quel original... Dommage qu'il soit un peu fou! », auraient continué à bougonner les éternels pharisiens, bien trop heureux aujourd'hui qu'il ait finalement cessé, et pour toujours, de leur « casser les pieds ».

a. c. b.

LA RENAISSANCE DU NATIONALISME ET LA LUTTE DU M.F.E.

Le nationalisme a relevé la tête en Europe. Le M.F.E. doit se renforcer, en augmentant le nombre de ses adhérents et en précisant mieux son rôle politique, pour se préparer à le combattre et pour démontrer dès maintenant, par sa résistance, que la cause de l'unité fédérale de l'Europe, en vue de préparer celle du monde, n'est pas perdue.

Le nationalisme a relevé la tête, mais son destin historique est clair. Il n'est plus en mesure de construire un ordre politique et social, il n'a plus de force propre. La force qui lui reste dérive seulement des difficultés, graves mais en dernière instance transitoires, de la tendance historique qui est en train de l'extirper de l'histoire de l'Europe, l'intégration européenne.

Au stade actuel de l'évolution de son unité et des institutions, l'intégration européenne crée désormais des problèmes qu'elle ne peut pas encore résoudre. Dans le domaine économique, il s'agit des problèmes de l'élimination de la distance technologique qui sépare l'Europe des U.S.A. et de la contribution européenne à un développement harmonieux du commerce mondial; c'est-à-dire, en pratique, de la consolidation, de l'orientation et de l'extension du Marché commun. Dans le domaine politique, il s'agit des problèmes de la sécurité européenne, de la collaboration entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale et de la contribution européenne à la détente, à la non-prolifération des armes nucléaires, à la liberté et au progrès des pays du tiers monde, à la reconnaissance du rôle de la Chine dans les relations internationales.

Eu égard à ces problèmes, quatre observations s'imposent. La première, c'est que de toute façon il est impossible de les éluder. Il est impossible d'éluder ces problèmes économiques parce qu'on ne peut pas renationaliser l'économie de l'Europe occidentale, ni la laisser aller à la dérive, ni l'isoler du reste du monde. Et il est impossible d'éluder ces problèmes politiques parce qu'on ne peut pas rejeter le monde dans la politique des blocs, où des peuples commandent et où d'autres obéissent, où le monopole du contrôle des relations internationales appartient aux U.S.A. et à l'U.R.S.S. Cédant à la force des choses, les U.S.A. et l'U.R.S.S. ont inauguré une politique nouvelle, mais maintenant ils ne peuvent plus ni la cesser, ni la mener à bonne fin sans participation autonome des Européens, des Chinois et de tous les peuples de la terre à un développement libre, juste et pacifique du genre humain. Le moment où les problèmes du

nouveau cours de l'histoire se posent et la façon dont ils se posent varient de pays à pays, mais c'est un fait qu'en dehors de l'engagement de les aborder de front, il n'y a plus formation d'une véritable volonté politique, mais seulement immobilisme stérile.

La seconde observation, c'est que ces problèmes ne peuvent pas être résolus, en ce qui concerne l'Europe, sans politique extérieure et sans politique économique de l'Europe occidentale dans son ensemble, c'est-à-dire, en dernière instance, sans gouvernement européen capable de traiter d'égal à égal avec les U.S.A. et avec l'U.R.S.S. tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. Sous le travestissement national, cette vérité évidente se transforme en un mythe suivant lequel l'unité politique de l'Europe ne se fera pas avant que tous les Etats n'adoptent la même politique quant aux problèmes fondamentaux.

La troisième observation, c'est que l'impossibilité de les résoudre sans gouvernement européen, l'absence de ce gouvernement — les Communautés — donne au nationalisme la possibilité d'affirmer que la méthode supranationale n'est pas adaptée à la résolution des problèmes qui mettent en jeu le destin de la population, de préconiser le retour aux principes classiques de la souveraineté nationale et de la collaboration internationale, et de débiter son mensonge de l'unité européenne par l'Europe des Etats pour laquelle, naturellement, il trouve l'appui des communistes.

La quatrième observation, c'est que les forces traditionnelles de la démocratie et du socialisme montrent, à l'égard de ces problèmes, une double attitude qui les empêche de combattre efficacement le nationalisme et de le démasquer. D'un côté, elles admettent qu'il s'agit de problèmes européens à résoudre au niveau européen, de l'autre, comme les nationalistes, elles ne parlent que de politique extérieure nationale et de politique économique nationale. D'un côté, elles admettent qu'il faut construire l'Europe, de l'autre, comme les nationalistes, elles ne parlent que du destin de la nation. Cette double attitude vient de ce qu'on ne peut pas participer à la lutte pour le pouvoir national sans céder, au moins en partie, au mythe du renouvellement de la nation et sans devenir ainsi, même inconsciemment, complices du nationalisme.

Ces quatre observations montrent qu'une tâche d'avant-garde incombe au M.F.E. dans la lutte contre la renaissance du nationalisme. Le M.F.E. doit prendre position sur les problèmes politiques, économiques et sociaux majeurs, mettre en évidence

avec clarté leur solution européenne, associer toujours davantage à ses prises de position les forces encore indécises de la démocratie et du socialisme et diriger ainsi vers l'objectif de la fondation du gouvernement européen la volonté politique populaire qu'engendre le besoin de résoudre les problèmes en question. Sur cette base, il pourra augmenter le nombre de ses adhérents, préciser toujours mieux son rôle politique et renforcer toujours plus ses instruments d'action. Sur cette base, il pourra, et c'est ce qui compte, lutter contre le nationalisme jusqu'à l'anéantir.

L'Europe ne peut plus revenir dans les cadres nationaux du passé, mais elle n'est pas encore capable d'instaurer un cadre fédéral européen. Il appartient à tous les citoyens conscients de s'associer à la lutte du M.F.E. Il faut aider les forces de la démocratie et du socialisme à battre pour toujours le nationalisme en fondant les Etats-Unis d'Europe.

(mars 1967)

m. a.

LA NOUVELLE FRONTIERE

Bien des difficultés de la situation de l'Amérique du Nord et de la politique mondiale s'expliquent par le passage tragique au leadership de la plus grande puissance du monde de Kennedy à Johnson. On a dit, et quelques-uns osent encore dire, qu'avec le nouveau leader la politique américaine ne serait pas changée, qu'il se serait agi seulement du passage de la poésie à la prose, du moment novateur de la création d'une nouvelle perspective à celui de sa réalisation, nécessairement plus réservée et prudente. La vérité est toute autre. La vérité est que la perspective a été renversée. Au lieu d'entreprendre sa réalisation, on a fait machine en arrière, on a tenté de prendre une autre voie. Kennedy parlait de Nouvelle Frontière, Johnson parle, dans la mesure où la guerre du Viet-nam le lui permet, de Grande Société.

Rarement des slogans politiques n'ont été plus denses de signification. La Nouvelle Frontière se situait sur le front mondial, la Grande Société se situe sur le front américain. Kennedy cherchait à voir, en toute partie du monde où une évolution restait à accomplir, une frontière à franchir; Johnson, au contraire, ne voit que l'Amérique, et le reste du monde en fonction de l'Amérique. Il n'y a pas de quoi s'étonner qu'avec cette vision arrogante et provinciale, il soit en train de faire vivre aux Américains la plus mauvaise période de leur glorieuse histoire. Il est indubitable que la détente devient une politique de Sainte-Alliance si, au lieu de promouvoir la liberté et le développement de tous les peuples de la terre, elle sert à couvrir une guerre odieuse comme celle du Viet-nam.

Toutefois, il faut avoir le courage d'admettre que les Européens sont plus responsables que les Américains eux-mêmes en ce qui concerne le tournant pris par la politique américaine. A travers les inévitables obscurités que comporte n'importe quel dessein humain, Kennedy était arrivé finalement, après bien des incertitudes, à formuler exactement le principe de sa politique: l'indépendance dans l'interdépendance au niveau mondial, proposant à nouveau, sur cette échelle, le fondement même de la démocratie américaine: l'esprit du fédéralisme. Son programme politique avait alors vraiment acquis la netteté d'un grand dessein historique. En le réalisant, les scories qui en avaient accompagné la difficile gestation seraient tombées.

Mais ce dessein mondial avait besoin d'une plate-forme mondiale: La seule Amérique éclairée n'était pas en mesure de le soutenir, de l'imposer, de le conduire à la victoire. C'est le point décisif. Toute seule, une grande puissance peut mener à bonne fin un dessein hégémonique, pour lequel il suffit, de la part des autres peuples, d'une obéissance résignée. Mais toute seule, elle ne peut pas promouvoir la liberté de tous les peuples dans la concorde de l'interdépendance. Il va de soi qu'une liberté imposée n'est pas une liberté. Et il y a plus. Désormais, il n'est plus possible de défendre la liberté d'un peuple sans défendre en même temps la liberté de tous les peuples. L'immobilisme s'unit au niveau mondial aux forces du statu quo, qui bloquent l'évolution historique, creusent de plus en plus le fossé entre pays riches et pays pauvres, et risquent de jeter l'humanité dans une nouvelle tragédie, encore plus terrible que celles du passé. Pour cette raison, les forces du progrès, de la paix et de la liberté n'ont aucune possibilité de s'imposer et d'imprimer un cours ordonné à l'évolution historique, sans une telle unité au niveau mondial.

En pratique, pour amorcer la réalisation du dessein de Ken-

nedy, qui reste le grand impératif de l'heure, il s'agissait de repérer, dans toutes les parties du monde, la frontière qui sépare le passé de l'avenir, et de mobiliser, du consentement unanime, toutes les forces disponibles sur ces frontières. Or, l'anneau décisif de cette mobilisation se trouvait et se trouve en Europe occidentale, sur le front qui est le théâtre de la lutte entre l'unité et la division de l'Europe. Kennedy l'avait parfaitement compris. Le 4 juillet 1962, il avait dit: « Nous croyons qu'une Europe unie sera capable de jouer un grand rôle dans la défense commune, de répondre généreusement aux besoins des nations plus pauvres, de se joindre aux Etats-Unis et à d'autres pays pour abaisser les barrières douanières, de résoudre les problèmes de la circulation des devises et des marchandises, et de mettre en œuvre une politique coordonnée dans tous les domaines: économique, politique et diplomatique. Nous voyons dans une telle Europe une associée avec laquelle nous pourrions traiter sur une base de pleine égalité... La première chose à faire est, pour nos amis européens, d'aller de l'avant en formant l'union plus parfaite qui rendra quelque jour cette association possible ».

Mais, de 1962 à aujourd'hui, les Européens n'ont fait aucun progrès vers une « union plus parfaite », terme par lequel les Américains désignent le passage de l'unité américaine du stade confédéral au stade fédéral. Et les faits sont en train de montrer quelles en sont les conséquences. A cause de la disparition de Kennedy, et de la petitesse de Johnson, l'Amérique a passé depuis longtemps, au Viet-nam, la limite qui sépare l'abus d'un juste usage de la force militaire. Un seul pouvoir au monde aurait pu retenir Johnson à temps, arrêtant en même temps la détérioration de la situation mondiale: le pouvoir d'un gouvernement européen. Heureusement pour les Européens, l'Amérique empêcha les gouvernements anglais et français de procéder à l'invasion armée de l'Egypte. L'Europe aurait pu rendre aux Américains le même service au Viet-nam, et relancer de cette façon la politique mondiale sur le chemin d'une véritable détente.

Les frontières qui empêchent encore le monde de continuer dans cette voie sont donc restées intactes depuis la mort de Kennedy. Mais il ne faut pas se décourager. Il faut recommencer, avec une nouvelle ardeur, la lutte pour les abattre. Le reste, comme le montrent les faits, n'est que lamentation ou illusion.

(mai 1967)

m. a.

LIBERTE DE LA GRECE LIBERTE DE L'EUROPE

Grosso modo, l'évolution de la politique grecque jusqu'au coup d'Etat militaire est claire. En Grèce, une base populaire concrète était en train de se former pour l'action de partis politiques de gouvernement. La politique du palais, de l'armée et des factions de droite s'en trouvait menacée. Mais surtout celle du palais. Avec des partis en voie de modernisation, la Grèce serait devenue une monarchie constitutionnelle, où le roi règne mais ne gouverne pas. Il y a deux ans, Constantin, démettant Papandréou au mépris des règles constitutionnelles, tenta d'arrêter cette évolution. Mais la partie restait ouverte et la menace des prochaines élections politiques pesait désormais sur le palais, sur l'armée et sur les factions de droite. La partie que Constantin n'avait pu conclure a été dénouée par les militaires.

Le palais aurait préféré une « démocratie policière » avec manœuvres électorales. Mais, grâce au réveil du peuple, ce régime n'était plus en mesure d'arrêter l'avance démocratique. Aussi, pour dénouer la partie, la force brute des militaires a-t-elle été nécessaire. Par ailleurs, ces derniers, pas assez forts pour gouverner seuls, ont besoin du palais, tout comme le palais a besoin d'eux pour se maintenir. C'est pourquoi un régime de monarchie militaire est en train de s'instaurer, avec des tendances fascistes, aux dépens de la liberté des Grecs.

Pour la majorité des observateurs, les facteurs internationaux et européens de la crise sont moins clairs. C'est un fait que, dans le cadre de la première phase de la politique atlantique, la Grèce avait trouvé une certaine possibilité de développement ordonné. Et la formation d'une base démocratique pour la lutte de Papandréou l'attestait. Dans la résistance au stalinisme, et dans les dures conditions de la guerre froide entre Washington et Moscou, la droite avait pu jouir d'un minimum de légalité et de consensus, dans le cadre duquel les éléments démocratiques disposèrent, à leur tour, d'un minimum d'expression.

Avec la détente et les perspectives de développement liées à l'économie internationale et à l'association avec le Marché commun, le noyau démocratique se renforça, et chercha à s'affirmer. Mais il a perdu. Or, la donnée la plus importante à cet égard, c'est qu'il n'a pas perdu à cause de sa faiblesse interne, mais à cause du poids écrasant des facteurs internationaux. Dans le pays, le noyau démocratique était plus fort. Mais le noyau antidémocratique est inséré dans une puissante trame

de relations internationales qui ont représenté le poids décisif dans la balance des forces. L'armée grecque ne dépend pas de la Grèce, mais des Etats-Unis. Sans ravitaillements américains, l'armée grecque n'a que quarante-huit heures de mouvement, après lesquelles elle devient une grosse machine inerte.

Cela ne suffit pas pour affirmer que le coup d'Etat soit un dessein américain. Les responsabilités américaines sont lourdes, mais ne vont pas jusque-là. Elles consistent en un péché par omission — ne pas avoir retenu l'armée grecque — et en un péché diplomatique, découlant de la défiance envers les forces démocratiques grecques. Toutefois, tout en ne correspondant pas à un dessein américain, le coup d'Etat grec met en cause les limites objectives de la politique extérieure américaine. La première préoccupation d'une puissance hégémonique concerne toujours l'ordre. En l'espèce, l'ordre finissait par s'identifier, dans les moments d'incertitude, à l'anticommunisme viscéral d'une partie de l'armée grecque, celle qui a agi brutalement. Limitée de la sorte, la politique américaine ne pouvait évidemment pas favoriser une transformation démocratique, qui devait mûrir en luttant justement contre l'ordre établi pour en créer un nouveau.

On en arrive ainsi au point décisif du problème grec: les conditions internationales de son évolution. La Grèce est avec l'Amérique, la Russie doit se tenir tranquille. Ce qui est venu à maturité, c'est donc le premier point de la détente exclusivement russo-américaine. Cette détente a mis en mouvement la démocratie grecque, mais seulement pour l'étouffer. Et l'Europe ne bouge pas devant une liberté foulée aux pieds, devant l'asservissement d'un peuple dans le sein duquel est née la civilisation européenne. De Gaulle, qui voudrait assumer le rôle de champion des pays écrasés par l'hégémonie russo-américaine, est impuissant. Les Etats européens qui cherchent péniblement à récupérer un peu de liberté de manœuvre, ne pensent qu'à leur nationalisme provincial.

Et les gouvernements démocrates et socialistes de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie? Et les forces démocratiques et populaires? Et l'Internationale socialiste? A ce propos, ou bien on inaugure un discours nouveau, ou bien la réaction grecque marquera, comme autrefois la réaction espagnole, l'aube d'un triste jour. Un mur sépare les forces démocrates, chrétiennes et socialistes de la véritable solidarité internationale: la souveraineté absolue de l'Etat. Cette limite étant donnée, le principe de la non-intervention dans les affaires des autres Etats est fondé, que proclament de façon si anachronique tant de Gaulle que les gouvernements communistes d'Europe orientale et que mettent en pratique en fait tous les gouvernements qui ne possè-

dent pas de capacités hégémoniques. Cette limite étant donnée, la raison d'Etat l'emporte sur la liberté.

Un fait est clair. Si, sur la base de l'économie européenne, les forces démocrates et socialistes des Six avaient lutté pour la création d'un pouvoir démocratique européen, la Grèce, qui est associée au Marché commun, aurait adhéré à la Fédération européenne. Dans ce cadre, elle aurait trouvé, d'une part, non seulement un espace économique, mais aussi une programmation adaptée à son degré de développement, et, d'autre part, le rempart fédéral de sa liberté. C'est donc ce discours nouveau qu'il faut tenir, pour ne pas se borner aux lamentations hypocrites des prophètes désarmés. C'est cet objectif qu'il faut chercher à atteindre avec ténacité, pour ajouter, aux pôles russe et américain de la détente, un pôle européen, indispensable pour la liberté des Européens et pour la paix dans le monde.

(juin 1967)

m. a.

Les discussions

A propos du langage politique allemand *

LETTRE DE M. DIETRICH GRUBER

Cher ami,

Bien que ces lignes soient destinées à être publiées dans le « Fédéraliste », j'aimerais les faire précéder de ces mots et donner à cette « lettre d'un lecteur » la forme d'une véritable lettre. Prendre conscience, par la forme déjà, que l'on connaît bien le partenaire à qui l'on voudrait expliquer quelque chose, devrait aider à éviter, — je l'espère du moins — de tirer de trop vastes conclusions ou de « faire un cours » (ce qui t'est peut-être parfois arrivé involontairement). Cependant, de prime abord, je voudrais reconnaître avec toi que le sujet de ton article (et de plusieurs entretiens entre nous) est tout à fait digne d'être discuté publiquement, et aussi que, sans aucun doute, tes exposés auront suscité un vif intérêt en dehors des Fédéralistes allemands directement concernés.

Avant d'en venir aux conclusions, tenons-nous en aux mots que tu as choisis comme point de départ. J'admets qu'une divergence d'opinions sur les faits peut aisément se dissimuler derrière une querelle de mots, que la traduction ne fait qu'alimenter. Mais l'alternative que tu poses: ou bien véritable difficulté de traduction pour des motifs linguistiques, ou bien manque d'harmonie dans les conceptions de la nature et des nécessités de la « lutte » fédéraliste, — cette alternative est trop simple. Tu sais fort bien que ce ne sont pas seulement

(*) Il s'agit de deux réponses à l'article de Francesco Rossolillo « A propos du langage politique en Allemagne » paru dans *Le Fédéraliste*, 1965, n. 3-4.

les barrières linguistiques qui font obstacle à une action uniforme de notre mouvement dans tous les pays du continent. Tout aussi gênantes sont les différences d'évolution historique, et aussi sociale, celles du caractère ethnique — *sit venia verbo* — et encore la situation différente du Mouvement fédéraliste européen dans les divers pays. Je pense qu'il aurait fallu souligner davantage ces facteurs de gêne dans tes mots-clés. Ils ne seraient certainement pas aussi puissants si la position du M.F.E. en Allemagne n'était pas si extraordinairement faible, — cela doit être dit immédiatement pour être intelligible à tous —: il est bien connu que l'Europa-Union constitue l'organisation des Européens de la première heure en Allemagne; en une période où décroît l'enthousiasme pour l'Europe, le M.F.E. a dû s'implanter à côté de cette organisation (et parfois contre elle), grâce à la logique de ses conceptions et à l'importance de ses actions. Cette situation particulière fera sans doute mieux comprendre une prudence particulière des Fédéralistes allemands dans le choix de leurs moyens (d'autant que la petite histoire du M.F.E. en Allemagne ne manque pas d'exemples qui nous ont servi de leçon), sans qu'il faille pour autant conclure de cette prudence envers l'extérieur à un manque d'assurance interne de notre conviction.

Parmi tes mots-clés, il en est un pour lequel les difficultés sont d'ordre purement linguistique: le mot *Militant*. C'est un mot d'emprunt, tout à fait de mise en littérature scientifique, mais pas du tout dans une propagande populaire. L'homme de la rue ne le comprendra pas, et l'homme cultivé lui-même le trouvera étrange, à moins d'être particulièrement versé dans le vocabulaire de la philosophie politique au sens le plus large du terme. Le traduire par *aktives Mitglied* (membre actif) est faible. Le mot *Kampagne* (campagne) présente des difficultés analogues, encore qu'il se présente dans des composés comme *Wahlkampagne* (campagne électorale), *Werbekampagne* (campagne de propagande, ce qui se dit aussi *Werbungsfeldzug*).

Les mots *Kampf* (lutte), *kämpfen* e *Volk* (peuple) nous offrent un autre genre de difficulté, qui s'explique par l'histoire contemporaine. Nous avons pu constater à différentes reprises que mes compatriotes, lorsque nous parlons de notre *Kampf*, font une association d'idées malencontreuse avec *Mein Kampf* d'un certain individu. C'est pourquoi, dans le langage politique de l'Allemagne d'après-guerre, on évite les mots *Kampf* et *kämpfen*, si ce n'est dans des composés innocents du type *Wahlkampf* (combat électoral) ou *Freiheitskampf* (combat pour la liberté). Une riche floraison d'expressions de remplacement, comme *Einsatz bis zum äußersten* (extrême engagement) ou

encore *aufopfernde Bemühungen* (efforts dévoués), témoigne que cela n'est pas dû, comme tu le penses, au sens militant du mot. C'est pourquoi on monte volontiers « sur les barricades », mais on ne *kämpft* que rarement. Le mot *Volk* lui-même, bien qu'employé dans les Constitutions, souffre encore de la résonance que lui avait donnée le III^e Reich; on préfère parler de *Bevölkerung* (population). Indépendamment de cela, il est peut-être une autre raison à cette aversion contre le « combat ». Il s'agirait moins ici d'une idéologie de la tranquillité que de la connaissance de soi-même: celui qui travaille en Allemagne pour le fédéralisme et qui, malgré tous ses efforts personnels, ne rencontre qu'indifférence et nonchalance, celui-là n'a pas lieu de se représenter en héroïque « combattant », — et en cela je ne suis pas du tout de ton avis. Celui qui, avec des forces modestes (ni plus ni moins qu'il y en a) a pu obtenir des succès modestes (ni plus ni moins qu'on en peut obtenir), celui-là ne se parera pas de titres aussi ronflants, pour peu qu'il fasse un peu d'auto-critique; les autres ne le font d'ailleurs pas déchoir.

Ayant commencé par évoquer les différences de développement social, il me faut en venir à parler du « progrès des travailleurs »; ceci pour suivre un ordre logique. Je ne voudrais certes pas te contredire (et d'ailleurs je ne l'ai jamais fait), lorsque tu affirmes qu'il y a des travailleurs en Allemagne Fédérale. Néanmoins, l'expression « société divisée en deux » employée par Dahrendorf me semble exagérée. Je crois qu'il faut avant tout mettre deux faits en relief, et leur accorder l'importance qu'ils méritent: premièrement, les travailleurs de la République Fédérale n'ont pas conscience d'eux-mêmes, ou d'appartenir à une classe. Le premier degré du « progrès » social, c'est-à-dire la mutation de l'état de travailleur à celui d'employé, n'est pas souvent franchi en fait, mais on y aspire en pensée. D'autre part, l'employé le plus modeste est pleinement conscient de son statut « privilégié »; il ne se sentirait pas concerné par la définition de « travailleur », — et cela, bien qu'il ait bien besoin de voir sa situation progresser et qu'il ait été compté comme tel dans les feuilles de recensement. Deuxièmement, il existe une considérable différence de niveau culturel, — comme cela ressort d'ailleurs de la citation de Dahrendorf que tu rapportes —, entre les travailleurs moyens et les personnes plus haut placées dans l'échelle sociale. Or, une compréhension des buts et des tâches du M.F.E. et, à fortiori, une participation active au travail de notre mouvement nécessitant quelque intérêt pour la politique, ainsi que compréhension et connaissance des enchaînements politiques, une organisation aussi faible que la notre peut difficilement concevoir de s'adresser tout spécialement aux

travailleurs, sous peine de malentendus, car les cadres nécessaires se recrutent plus facilement dans d'autres couches de la population.

Du point de vue du « caractère ethnique », il faudrait vérifier si des mots comme « paix », « liberté », « justice », « démocratie » sont vraiment si difficiles à employer chez nous. Je me réjouis de pouvoir — enfin — être d'accord avec toi sur ce point. Certes, il est sans doute dans le « caractère ethnique » des Allemands de s'enflammer moins vite que, par exemple, les Latins. Certes, les Allemands ont été — et sont encore aujourd'hui grâce au régime de Pankow — bien placés pour voir clairement les sens différents que peuvent recouvrir ces définitions de concepts. Et, en fin de compte, une prédilection accrue pour ce qui est positif et concret se manifeste en cette période de prospérité. Mais je suis le premier à reconnaître l'impossibilité de faire comprendre les buts de notre mouvement et de faire une propagande pour l'Etat fédéral européen, sans se référer à ces valeurs et sans que nos efforts trouvent en elles leur source. Bien sûr, il est nécessaire de ne pas « faire des phrases » et de donner à nos arguments un fondement concret — cela ne vaut pas seulement, que je sache, pour l'Allemagne fédérale. C'est pourquoi il y a certainement trop peu de place dans un des volets de la carte du Recensement, mais j'ai constaté — et cela constitue tout de même une petite objection — qu'il correspondrait mieux à la mentalité allemande que ce volet soit l'esquisse d'un pas en direction de l'Etat fédéral européen, que d'un pas en direction d'une union de l'humanité.

Si, enfin, on t'a représenté que le matériel de notre action ne laissait pas une place suffisante au doute méthodique, je ne voudrais pas apporter ma caution à cette assertion, mais j'aimerais la rendre plus compréhensible en rappelant la situation particulière du M.F.E. en Allemagne. Tu as certainement raison d'affirmer que le matériel de propagande ne doit pas se contenter lui-même dans son expression. Mais, au cours de la fondation et du développement des divers groupes allemands, on s'est assurément partout efforcé de toucher des personnes d'un niveau intellectuel relativement élevé et d'en faire des compagnons de lutte. Ces tentatives de recrutement nécessitaient, surtout lorsqu'il s'agissait de groupes jeunes, un matériel de propagande emprunté à d'autres groupes. Il est probable que le matériel du Recensement, présenté sans explication orale adéquate et sans discussion élaborée au cours de ces tentatives pour recruter des « intellectuels », n'aura pas rendu suffisamment de services, en raison d'une formulation apodictique à base de slogans. Ce matériel convient certainement beaucoup

mieux à des actions publiques, au cours desquelles on a pris soin de préciser expressément notre but; mais de telles actions ne se sont multipliées que depuis une année en Allemagne Fédérale.

Cher ami, après m'avoir vu porter un jugement si radicalement différent du tien sur les causes des difficultés de traduction, tu ne t'étonneras pas de voir également nos opinions diverger sur les conclusions à en tirer. (Lorsque je reconnais la justesse de tes prémisses, notamment en ce qui concerne la soi-disant impossibilité de faire appel aux valeurs de la liberté, de la démocratie, etc., je partage également, bien entendu, la suite de ton raisonnement: la preuve du contraire nous est fournie par Kennedy et, plus récemment, dans une certaine mesure par Kiesinger). Dans le détail, on pourrait apporter une foule d'objections et de réfutations (parfois aussi, bien sûr, de précisions) à tes remarques sur la situation politique de la République Fédérale; mais cela me mènerait trop loin de le faire ici, et cela m'éloignerait également du thème de la transposition des actions d'un pays d'Europe à un autre. Il y a cependant une objection que je ne peux m'empêcher de formuler: il est insoutenable de prétendre que le parti communiste d'Allemagne centrale (S.E.D.) menace les partis démocratiques d'Allemagne Fédérale. On ne peut prouver que le climat socio-politique de la République fédérale est suffisamment sain pour enlever toutes chances au Parti communiste dans des conditions normales. Mais tant que les choses resteront ce qu'elles sont, c'est-à-dire tant que les Allemands de l'Ouest auront sous les yeux la « parade exemplaire » de la domination communiste en Allemagne moyenne, un parti communiste d'Allemagne fédérale ne pourra jamais remporter, même si son interdiction était levée, des succès analogues à ceux des partis français ou italien. Si les partis démocratiques d'Allemagne fédérale cherchent la communauté dans la politique de réunification, cela prouve seulement qu'ils n'ont parcouru que la moitié du chemin de la connaissance: ils reconnaissent qu'ils ne croient pas pouvoir faire avancer la réunification par des démarches isolées; ils ne donnent pas à entendre qu'ils sont conscients de l'impossibilité du succès d'efforts, même communautaires, dans le cadre de l'Etat national.

Tu écris qu'il ne faut pas prendre tes remarques pour des accusations contre tes amis allemands. Loin de moi également l'idée de te reprocher une analyse superficielle ou manquant d'ouverture; tu connais parfaitement, je le sais, les choses de l'Allemagne. En conclusion, je voudrais pourtant exprimer l'opinion que parmi les Fédéralistes allemands actifs, il ne s'en

trouve pas un pour défendre la conception idyllique que tu évoques d'une politique qui serait une paisible discussion sans dureté et sans plein engagement (à toi, je peux bien dire: sans « lutte »).

Ton ami,
Dietrich Gruber

LETTRE DE M. PETER FISCHER

Il y a longtemps que je ne me sens pas d'accord avec la terminologie fédéraliste, et c'est à son propos que je fais les réflexions suivantes. Je suis heureux que notre ami Francesco Rossolillo ait touché les problèmes se rapportant au langage utilisé par la propagande fédéraliste. Pour plus de clarté et pour éviter les malentendus, je vais, dans les pages qui suivent, répliquer longuement à nos amis italiens. Afin que le lecteur puisse comprendre cette analyse, je le prie de se reporter au texte en question que je vais suivre pas à pas.

Je partage l'opinion de Rossolillo que les difficultés linguistiques, si graves soient-elles, ne constituent pas des obstacles insurmontables si l'on est d'accord sur le fond. Je n'hésite d'ailleurs pas à reconnaître que nous sommes effectivement d'accord là-dessus, si nous ne le sommes pas sur la confusion entre le fond et la méthode pour réaliser nos convictions politico-philosophiques. L'auteur a identifié le fond et le langage utilisé pour mettre en lumière les thèses et les convictions. Il faut séparer nettement le fond de ces convictions politico-philosophiques et leur application, c'est-à-dire leur explication et leur mise en œuvre. Réaliser ses convictions philosophiques, c'est à mon avis une question politique, non philosophique; par conséquent ce n'est pas une question fondamentale, mais secondaire. Naturellement, le langage utilisé donne ses traits de caractère à un mouvement tel que le nôtre, mais la substance en reste indépendante. Bien que je n'estime pas que la question mise au point soit fonda-

mentale, je consens qu'elle soit décisive pour notre attitude politique et l'efficacité de notre action.

Entrons cependant dans les détails. Si l'on a discuté consciencieusement les documents allemands du Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen, je me demande pourquoi ils ont pu susciter notre critique, à nous Allemands; si on les a discutés à fond, mais exclusivement entre Italiens, cela ne m'étonne pas du tout. J'apprécie le fait que quelques uns de nos bons amis italiens, et avant tous l'auteur lui-même, parlent très bien l'allemand, mais cela ne les exempte pas de soumettre les documents au contrôle des Allemands, afin de parvenir à des formules qui ne violent pas la grammaire ni ne blessent l'oreille et évitent des allusions indésirables, des méprises et des ressentiments. L'auteur nous assure qu'il n'y a pratiquement — je cite ses mots — « aucun terme crucial de notre propagande qui n'ait été mis en discussion tour à tour par l'un ou l'autre de nos amis (allemands) ». Pourquoi, lui demanderai-je, les auraient-ils mis en discussion s'il n'y avait rien à critiquer? Ceux qui les critiquent ne le font pas pour le plaisir, mais parce qu'ils prennent ces questions au sérieux, et nos amis italiens feraient bien de prendre également ces critiques au sérieux et de les peser consciencieusement.

J'en viens aux exemples. Rossolillo nous dit que nous jugeons inacceptables toutes les expressions qui font apparaître les traits militants du M.F.E. Oui, d'accord. Puis il dit que les termes en question ont, à nos oreilles, « un son violent et révolutionnaire »: oui. Mais il est dans l'erreur lorsqu'il dit que ces termes suscitent « l'épouvante ou le rire » de ceux qui les lisent: ils suscitent un certain mépris, ils font penser à ces gens qui se servaient d'un langage semblable, communistes ou nazis, ou encore pis, ils entraînent un certain soupçon qui fait que le public nous confond avec eux. La pratique nous en a fourni maints exemples. Aujourd'hui les idéaux de « l'homme de la rue » — jamais je ne prendrai cette expression au sérieux, mais utilisons-la puisqu'on la comprend — se tournent plutôt vers les chevaux-vapeur de sa nouvelle voiture que vers le bien-être futur de la société dans laquelle il vit. Il ne correspond pas à l'attitude politique et au degré d'idéalisme du citoyen allemand moyen d'utiliser un langage révolutionnaire et militant. Le lecteur ne doit pas entendre ces mots comme un conformisme inconditionnel, mais saura qu'une espèce de non-conformisme perdant tout contact avec la masse, c'est-à-dire avec l'« homme de la rue », risque d'être aussi dangereux que le conformisme. C'est un fait pur et simple que l'« homme de la rue » ne sent pas l'unification de l'Europe comme un besoin urgent.

Les sondages de certains instituts d'opinion publique l'ont prouvé, tandis que notre Recensement n'a pas encore prouvé, selon moi, le contraire. D'autres sondages des mêmes instituts ont démontré que plus de 70% de la population allemande méconnaît de façon décourageante les faits politiques. C'est un fait dont nous devons nous rendre compte si nous faisons de la propagande. Ce sera plutôt le but de notre propagande de donner des informations, de montrer encore et toujours la nécessité d'une Fédération européenne et la voie pour l'atteindre, que de parler d'une espèce de révolution européenne. C'est à mon avis la tâche suprême de notre propagande. Il va de soi qu'une propagande faisant montre de trop de retenue manquerait de l'efficacité nécessaire. Une propagande qui renoncerait à l'enthousiasme ne serait pas une vraie propagande. Ce à quoi j'aboutis en matière de propagande fédéraliste, c'est à un mariage de raison entre la sobriété des informations et la force de conviction qui fait que les gens pensent, eux aussi, à une Fédération européenne, et la demandent.

Le doute méthodologique: Personne n'a demandé de faire disparaître des doutes méthodologiques dans toutes les affirmations fédéralistes. Il serait absurde de faire de la propagande tout en disant aux gens que nos thèses sont aussi bien improbables que probables. Je suis d'accord avec l'auteur que le doute méthodologique a une signification fondamentale s'il s'agit d'affirmations ou de discussions de caractère théorique. S'il s'agit de propagande, le doute méthodologique est plus nuisible qu'il ne sert à démontrer la validité et l'efficacité de nos affirmations.

Les conflits sociaux: Personne ne nie qu'il y ait des conflits sociaux, ou mieux, des différences sociales dans la *Bundesrepublik* (République Fédérale d'Allemagne). Et personne n'a jamais dit qu'il n'y ait plus d'*Arbeiter* (travailleurs). La division en « classes sociales » telles qu'on les utilise dans l'idéologie marxiste était valable au siècle passé, peut-être jusqu'à la première Guerre mondiale. Aujourd'hui une telle division est tout à fait dépassée. Il n'y a plus une classe ouvrière exploitée par les classes supérieures, étant donné que les ouvriers sont conscients de leurs pouvoirs accumulés dans les syndicats. Aujourd'hui un ouvrier gagne parfois plus qu'un professeur de lycée dont la qualification est beaucoup plus grande. Économiquement il y a, en premier lieu, la classe moyenne à laquelle appartient presque toute la population. Il faut mettre à part certaines couches sociales: les pauvres, qui n'ont pas assez pour participer au progrès social et économique; les petits rentiers et d'autres qui, quelles qu'en soient les raisons, dépendent des

aumônes sociales; et les riches, qui vivent dans l'abondance.

Il est évident, par contre, que le point de vue économique n'est pas suffisant pour donner une répartition intelligible et valable d'une société. Les critères culturels et d'éducation pris en considération, nous trouvons en effet une image différente; on a la situation que Ralf Dahrendorf a décrite en des termes tout à fait justes et auxquels je souscris sans hésiter. Je me demande cependant quelles sont les conséquences à en tirer; personne ne peut nier que les possibilités légales d'arriver à une meilleure éducation scolaire ou même universitaire sont ouvertes aux enfants d'ouvriers, à eux aussi. Naturellement, on ne peut pas se contenter de donner des possibilités légales sans prodiguer aux ouvriers les conseils leur permettant d'en user. C'est dans cette intention qu'on a commencé à mettre en place des autorités de l'Etat chargées de s'en occuper — aussi lentement, bien sûr, que toutes les autorités. Les grandes usines accordent des aides parfois généreuses aux ouvriers qui veulent se perfectionner dans leur métier, elles leur accordent aussi des bourses leur permettant de faire des études. Actuellement il est beaucoup question de vacances d'études (*Bildungsurlaub*) dont on ne voit pas clairement comment elles seront réalisées, mais cela se fera presque inévitablement. En somme, les possibilités sont là, même si elles ne sont pas encore suffisantes; il faut les utiliser; et il faut informer les ouvriers et leur permettre de se saisir des avantages que leur donnerait une meilleure éducation, fût-elle scolaire, académique ou professionnelle.

Il y aurait beaucoup de choses à dire pour démontrer que, par exemple, la répartition entre deux groupes aux mentalités différentes entre lesquelles selon Dahrendorf (*halbierte Gesellschaft*, société divisée), s'ouvre un véritable abîme, n'est correcte que dans une certaine mesure et qu'il s'agit, nécessairement, d'une généralisation valable seulement dans un certain nombre de cas. Cessons de discuter les thèses de Dahrendorf et tirons-en les conclusions que 1) on ne peut pas parler raisonnablement d'une division en classes dans la République Fédérale et 2) qu'il y a sûrement des différences sociales et mentales qui, étant donné l'hétérogénéité de la société, existeront toujours sous une forme ou sous l'autre et ne céderont jamais à une égalité sociale complète (laquelle, en outre, ne serait pas du tout désirable).

La raison pour laquelle nous avons refusé l'expression *Fortschritt der Arbeiter* (progrès des ouvriers) est beaucoup plus simple que l'auteur de l'article ne nous l'a fait croire: la notion d'*Arbeitnehmer* (preneur de travail) n'englobe pas seulement les ouvriers, mais aussi les employés, et au premier

rang ceux de l'Etat, auxquels il faut également faire des progrès.

Les termes désignant les grandes valeurs publiques telles que la paix, la liberté, la justice, la démocratie, la vérité et, enfin, l'unification de l'humanité, ne sont pas considérés par nous avec méfiance. Ce serait vraiment absurde de le supposer. En outre, je demande à Rossolillo s'il n'a pas pensé en parlant de méfiance, qu'il faudrait une attitude totalement anti-démocratique, nihiliste, sceptique et pessimiste pour se montrer méfiant vis-à-vis de ces notions? Ne s'est-il pas rendu compte que cela ne cadre pas d'être à la fois fédéraliste et anti-démocrate, nihiliste, etc..., et que ce serait diffamer les fédéralistes allemands que de supposer qu'ils pourraient adopter une telle attitude?

C'est en effet du contraire de cette attitude que nous sommes animés. L'histoire de notre pays, pendant ses années les plus déplorables, nous a enseigné la nécessité de réfléchir constamment à ces notions-là et d'y attacher le plus grand sérieux. C'est ici qu'il faut appliquer le doute méthodologique. Pour nous ces notions ne sont pas du tout rhétoriques ni vides de sens. Nous voyons par contre les problèmes qu'elles soulèvent. En faisant un tour d'horizon dans l'histoire ou dans la politique actuelle nous nous trouvons dans l'obligation de constater qu'il est très facile d'en dénaturer le sens. Peut-on appeler « paix » ce qui n'est que la coexistence ou l'équilibre de la terreur? Est-il d'ailleurs théoriquement possible de maintenir le monde dans une paix qui soit vraiment la paix, et non celle des cimetières? La liberté: peut-on réaliser en société la liberté absolue? N'est-elle pas plutôt la voie moyenne entre la liberté individuelle et les exigences de la société (« La liberté de l'un trouve ses limites dans la liberté des autres »)? Ne risque-t-elle pas constamment d'être violée par les nécessités du jour? Que faut-il penser en constatant que l'ensemble des lois ne constitue pas la justice et que la légalité est différente de la légitimité? La démocratie n'est-elle pas le fleuve le plus difficilement navigable pour le navire de l'Etat? La vérité enfin: depuis 25 siècles les philosophes et toute l'humanité se posent ce problème. Les affirmations fédéralistes, cependant, ont maintes fois provoqué l'impression que l'on peut apprendre à l'école, c'est-à-dire donner une réponse simple et valable pour tous les âges à ce qu'on entend par ces notions-là. C'est dire que le doute méthodologique n'est pas seulement utile, mais nécessaire.

Quelles sont les conséquences pratiques à en tirer? Confrontés à la nécessité de faire de la propagande, et après avoir fait la part nécessaire au doute méthodologique, nous devons

intimement nous rendre compte de la responsabilité que représente la tâche de faire de la propagande: si non c'est de la démagogie. Il faut appliquer les résultats obtenus par le moyen du doute méthodologique, s'il y en a; ou — par exemple le doute méthodologique appliqué à la notion de vérité, ce qui est la philosophie — il faut donner sa définition propre, ou il faut le laisser de côté. Bien entendu, le doute méthodologique n'a rien à voir avec la propagande, mais si on ne veut pas que la propagande se transforme en démagogie, il faut que le résultat s'en ressente.

Langage politique et action politique: Le rapport entre ces deux termes n'est pas à mon avis direct, mais plus ou moins indirect.

Il ne m'intéresse pas du tout de savoir si ce que nous faisons s'appelle *Kampf* (lutte) ou *Arbeit* (travail), ou je ne sais quoi encore. Je ne vois aucune nécessité inéluctable d'appliquer à nos activités des expressions empruntées à l'arsenal des révolutions de 1789 à 1917, langage complètement dépassé et qui est toujours allé de pair avec une idéologie ou un conglomérat d'idées philosophiques, pseudo-philosophiques, nationalistes ou restauratrices, et après 1917 fascistes, racistes, ou les deux: nazis. S'il a fallu mentionner tous ces termes, on reconnaîtra au moins en ce moment dans quelle mesure notre terminologie est corrompue par les événements historiques. Ce n'est pas notre faute; la seule faute que nous ayons commise en ce contexte était de l'utiliser. Si le fédéralisme est une chose tout à fait nouvelle (il est) et s'il n'est pas une idéologie nouvelle — je ne suis pas sûr qu'il soit une idéologie nouvelle — dans la série de celles que l'humanité a eu le bonheur d'éprouver —, il ne devrait pas se servir du langage utilisé par les vieilles idéologies, mais en créer un nouveau approprié à son caractère et à ses perspectives. Ce langage est celui de la discussion sobre et exacte; l'engagement sans conditions pour nos idéaux et les sentiments de ceux qui paient de leur personne prêteront à la discussion la passion, l'emphase et l'élan qui sont, si je puis dire, le sel dans le potage. C'est aussi ce langage qui répondra aux difficultés de l'unification européenne. (Personne n'a retenu que l'intégration européenne soit un chemin simple et aisé. Aucun de ceux qui se sont occupés des problèmes qu'elle soulève ne saurait dire que le processus d'unification constitue « une voie d'accompagnement sans secousses » qui, presque automatiquement, et après un certain temps, nous mènerait à la Fédération européenne. Personne ne serait assez naïf pour le croire).

Ce que je refuse, c'est une espèce de propagande qui ne

sait pas se détourner de la démagogie, et ce sont des phrases rhétoriques ou non, sur les idéaux les plus sérieux non seulement de notre organisation, mais de toute l'humanité. Après tant d'avaries qu'ont souffertes ces mêmes idéaux non seulement ici, en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays, ils ne vont pas du tout de soi, ils exigent d'être précisés et concrétisés. Parler continuellement de liberté, d'humanité, etc..., sans dire ce qu'on entend par là, cela revient à vider les mots de leur contenu et à les rendre rhétoriques. On en pourrait énumérer maints exemples dans l'histoire qui suffiraient à le prouver; mais il n'y a pas à reculer bien loin dans le passé.

(Je renonce à donner des exemples, et je me refuse à discuter si le fédéralisme a ou non le caractère d'une idéologie; c'est un sujet qui devrait bien être traité ici dans *Le Fédéraliste*).

Jusqu'à là j'ai mis en évidence ce qui, selon moi, est essentiel. J'ajoute quelques notes et observations marginales.

1) « Il ne faut pas surestimer les succès du N.P.D. ». Voilà ce que j'écrivais il y a quelques mois. Aujourd'hui je ne dirai pas davantage qu'il faut surestimer son importance, de peur de lui faire un cadeau auquel il ne s'attend pas, mais par ses derniers succès électoraux en Hesse et en Bavière, il est devenu une force que nous devons combattre sans répit. En effet une lutte sans conditions s'impose, et je promets que mes amis berlinois et moi-même, à partir du moment où le N.P.D. prendra pied à Berlin, nous nous présenterons pour démontrer que le fédéralisme est la seule et vraie alternative au nationalisme, leur antagoniste le plus sévère. Par des démonstrations et par des manifestations fédéralistes, nous prouverons au public le danger qu'il y a à remplacer la pensée par l'émotion, le travail sérieux pour notre avenir commun par la rétrospective irrationnelle et par des ressentiments, et nous démontrerons le danger qu'il y a à réchauffer le passé au lieu de le surmonter en se rendant compte des raisons pour lesquelles il était aussi désastreux. Tirant les vrais conséquences du passé, nous prouverons qu'il vaut mieux utiliser le présent pour construire un meilleur futur commun.

Il eût mieux valu se passer de la provocation que représente le N.P.D., mais nous l'acceptons volontiers car elle nous donne la chance de prouver la supériorité de notre conception.

2) Rossolillo a lu le « Spiegel » du 25 avril 1966 (qui est en effet l'hebdomadaire le plus important de l'Allemagne, sans qu'on doive le considérer d'un autre côté comme la Bible). Or « Pour un nouveau Rapallo? » est peut-être l'article le plus mauvais qu'Augstein ait jamais écrit. Je ne perdrai pas mon temps à commenter longuement la phrase citée par Rossolillo,

je me contenterai de dire que si M. Augstein a écrit beaucoup d'excellentes choses, il en a aussi écrit qui étaient tout simplement fausses.

3) Je lis que « ces remarques ne veulent pas être des accusations » envers nous. Fédéralistes que nous sommes, cela ne nous aurait pas touchés, de toute façon. Mais, Dieu merci, l'auteur nous considère fédéralistes, bien qu'il dise que « la très grande majorité (d'entre nous) n'est entrée dans le fédéralisme que depuis peu » et qu'elle « n'a pas encore pu se rendre compte du caractère de notre entreprise... ». Ici je me défends énergiquement contre la disqualification que ces lignes contiennent; nous nous sommes très bien rendu compte du caractère du M.F.E. et nous avons sérieusement réfléchi sur sa philosophie, sur ses actions et sur les problèmes de l'intégration européenne tels qu'ils se posent aujourd'hui. En tenant compte des différences dans la situation politique entre la France, l'Italie et l'Allemagne, notre pensée a évolué parfois à quelque distance de celle de nos amis italiens; nous ne sommes pas tant les disciples de nos maîtres que nous adoptions toujours leurs exégèses du fédéralisme, qui me semblent parfois avoir pris le caractère d'une doctrine —, et je proteste contre le fait d'essayer de disqualifier l'interlocuteur avec lequel on prétend discuter.

4) J'ai tenu à décrire notre point de vue sur les grandes valeurs. Ces affirmations me permettent de repousser aisément les accusations concernant notre prétendu « émoussement de la sensibilité par rapport aux valeurs de la paix, de la liberté, etc. » qui nous empêcherait de pratiquer des méthodes justes dans notre travail fédéraliste. La supposition étant fautive, la conclusion l'est aussi. Je souscrirais volontiers à chacune des phrases de Rossolillo, sauf qu'elles ne nous concernent pas.

5) Ce que l'auteur indique sur le climat politique de l'Allemagne me semble juste en général. Ce sont de fortes tendances que la *Beruhigungsideologie*, la *politische Kirchhofsruhe*, l'oligarchie des grands partis, la *Sehnsucht nach Synthese* (nostalgie de synthèse), l'aversion pour le conflit politique et le cartel de la peur (*Kartell der Angst*). On aurait sans doute tort de dire que ces tendances sont typiquement allemandes, car il faut éviter les généralisations intolérables. Mais elles existent.

6) L'auteur retient que le communisme est hors-la-loi en Allemagne parce qu'anti-national. D'abord le communisme n'est pas explicitement anti-national, mais, en outre, ce n'est certainement pas ce motif qui fait que la plupart des Allemands repoussent le communisme. Le vrai motif, c'est qu'il est antidé-

mocratique. La mise hors-la-loi du parti communiste en République Fédérale n'est généralement pas considérée comme naturelle, et pas pour le motif de l'anti-nationalisme. Nous tous, nous connaissons bien la raison de sa mise hors-la-loi. Il manquerait de logique d'admettre un parti qui veut expressément abattre la constitution démocratique. Il ne manque pas de voix pour demander la réadmission du parti communiste, et cela pour des motifs divers dont quelques-uns ne sont pas de caractère démocratique, mais tactique.

7) On me permettra quelques remarques sur le premier recensement à Berlin. Nous avons, semble-t-il, pris l'habitude d'appeler « grand succès » ce qui est peut-être un succès initial, mais que doivent suivre d'autres plus grands et plus impressionnants. Les manifestations telles que nous avons pu les voir à Turin ou dans d'autres villes d'Italie s'approchent de ce qui impressionne le public.

8) On dit à propos de la fiche du Recensement que son texte n'a pas été pensé pour aujourd'hui, mais pour demain. Bien, mais pourquoi a-t-on choisi pour ce texte d'après-demain un langage d'avant-hier?

9) On m'a fait réfléchir à une chose qui me semble bien vraie: Il y a beaucoup d'expressions qui nous semblent corrompues, mais pas aux gens simples (je le dis sans préjugé de classe!). Ils les trouveront tout à fait normales. Mais cela veut-il dire quand même qu'il n'y a rien de corrompu dedans? Je pense que non: les expressions dont nous parlons, les grandes valeurs qui déterminent notre attitude humaine et fédéraliste ne peuvent pas être corrompues. Mais le langage qui les utilise sans les préciser en vient à les vider de sens, à les rendre rhétoriques et, enfin, à les corrompre. Voilà pourquoi je les utilise avec prudence. Et pourquoi j'écris ces pages.

10) Vous aurez remarqué que nous avons toujours parlé du langage du M.F.E. et, particulièrement, de ce qui concerne le langage de la propagande du M.F.E. en allemand, mais nous avons très peu parlé du langage politique en Allemagne sans considération du M.F.E. Il mériterait bien une analyse spéciale.

Peter Fischer

Les livres

RUDOLF RAASCH, *Zeitgeschichte und Nationalbewußtsein*, Hermann Luchterhand Verlag, Berlin, 1964, pp. 340.

Le livre *Zeitgeschichte und Nationalbewußtsein* publié chez Hermann Luchterhand contient les résultats (et leur interprétation) d'une enquête confiée au Dr. Rudolf Raasch par l'Institut Allemand pour la Recherche Pédagogique Internationale. Il est en soi d'un grand intérêt vu le problème abordé, mais il est également à notre avis destiné à devenir très utile et même indispensable à ceux qui enseignent les méthodes de recherche sociologique et socio-psychologique parce qu'il illustre, à peu près parfaitement, ce que l'on ne doit pas faire. Il se révélera également utile aux spécialistes de la culture allemande contemporaine, car il est une anthologie d'à priori et de préjugés, attitudes hélas encore trop répandues dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Il est en troisième lieu utile parce qu'une perspective erronée permet parfois de saisir quelques aspects du problème réel, qui, insérés dans une autre perspective, peuvent avoir un sens.

Le sujet, d'actualité au moins depuis la fin de la guerre mondiale, a été l'objet de nombreuses recherches et enquêtes: comment les jeunes Allemands apprennent-ils, jugent-ils et apprécient-ils le passé récent de l'Allemagne; comment réussissent-ils à l'insérer dans le cadre de leur conscience historico-politique? On a souvent parlé de *unbewältigte Vergangenheit*, expression intraduisible, qui désigne à peu près un passé que l'on ne parvient pas à dominer, à comprendre, dont on ne peut pas rendre compte, qui échappe au contrôle de la raison, de la conscience morale, qui écrase.

On peut faire approximativement trois tas des papiers imprimés à ce sujet: le premier regroupe les opinions de gauche. Leur contenu est à peu près le suivant: les jeunes Allemands sont encore diaboliquement nationalistes; racisme et antisémitisme n'ont pas disparu; les germes d'une conscience autoritaire sont encore terriblement vivaces, la structure politique de la R.F. soutient ces tendances.

Le second tas regroupe les opinions, plus ou moins officielles, de la classe au pouvoir en Allemagne et même dans certains pays « occidentaux »; leur contenu est le suivant: la jeune génération allemande a compris la leçon du nazisme et de la guerre mondiale, surtout grâce aux efforts de la politique démocratique de l'ère d'Adenauer; même si le nationalisme n'est pas mort, il est certainement moribond; on peut avoir confiance dans les jeunes Allemands.

Le troisième tas regroupe les opinions suivantes: la jeunesse allemande est victime d'une campagne de dénigrement orchestrée par les puissances victorieuses de la guerre mondiale; cette campagne tend à provoquer un sentiment de culpabilité dans les consciences et empêche la formation d'une génération qui, même en condamnant les « erreurs » du passé, puisse éprouver l'orgueil d'être « allemande ».

Nous pourrions appeler ces tendances *progressiste nationale*, *conservatrice nationale* et *réactionnaire nationale*, en soulignant l'élément commun, indiqué par l'adjectif national, en ce sens que toutes considèrent fondamentalement le problème dans le cadre de l'Allemagne, dans la perspective d'une Allemagne d'une façon ou d'une autre « purifiée » et meilleure. Il est clair que l'on ne peut pas poser le problème du dépassement du nationalisme dans le cadre de l'Etat national si le nationalisme est un produit de l'Etat national. Ce serait comme si l'on voulait dépasser le féodalisme et fonder un ordre libéral dans le cadre de l'Etat féodal, ou dépasser le capitalisme dans le cadre de l'Etat bourgeois.

Le livre que nous avons sous les yeux ne se pose cependant pas le problème de dépasser le nationalisme et moins encore l'Etat national; il veut seulement libérer le nationalisme du racisme, comme si en Allemagne on pouvait accomplir l'opération chirurgicale sans tuer le malade: l'Etat national. Le livre fait donc partie de la tendance réactionnaire nationale. Quand on se place, comme l'auteur de ces lignes, dans la perspective du fédéralisme européen, on ne peut que combattre cette tendance sur le plan politique, et jeter dans la bataille tout le poids de ses propres jugements de valeur, de ses propres idéaux, de sa propre passion. Mais dans ce cas, il ne serait guère utile de prendre comme cible M. Raasch; il serait préférable de réserver ses forces pour quelque adversaire mieux armé. Mais M. Raasch a adopté une tactique dangereuse, en dissimulant ses opinions sous des apparences scientifiques. Contre ce travestissement, le sociologue doit réagir tout comme le fédéraliste. Dans un monde aux opinions si confuses et si compliquées il est salutaire, à notre avis, de demander aux jeunes

ce qu'ils pensent, ce qu'ils savent, ce qu'ils font et ce qu'ils veulent faire, à condition cependant de ne pas chercher à faire parler les faits, mais d'écouter « ce que disent les faits ». Les instruments de la recherche sociologique ou socio-psychologique sont très dangereux dans des mains inexpertes ou mal intentionnées, et c'est sans aucun doute une malhonnêteté scientifique que de propager ses propres opinions par la bouche d'individus innocents poussés à répondre précisément dans le sens souhaité par le « chercheur ». C'est justement ce que fait M. Raasch dans les trois cent quarante pages de son livre.

La première chose que M. Raasch se demande est la suivante: que savent les jeunes de l'histoire allemande contemporaine? Fournissons quelques exemples de sa méthode pour recueillir les faits afin de répondre à cette question, en choisissant quelques unes des cent questions du questionnaire de l'auteur, avec les réponses correspondantes parmi lesquelles pouvaient choisir les personnes interrogées.

Question 12: Pendant les négociations de paix à Versailles, en 1919, qui proposa la fondation des Etats-Unis d'Europe?

Réponses: a) la délégation russe; b) la délégation française; c) la délégation anglaise; d) la délégation américaine; e) *la délégation allemande.*

Question 3: Comment se comporta l'empereur Guillaume II avant le déclenchement de la première Guerre mondiale entre le 27 et le 30 juillet 1914?

Réponses: a) il poussa l'Autriche-Hongrie à déclarer la guerre à la Serbie; b) il provoqua la Russie; c) *il chercha à éviter la guerre;* d) il était en vacances; e) il ordonna d'attaquer la France.

Question 13: Qu'arriva t-il en Russie avant le déclenchement de la première Guerre mondiale?

Réponses: a) le tsar accueillit l'empereur d'Allemagne; b) *les hommes d'Etat russes repoussèrent des offres de conciliation allemandes;* c) l'ambassadeur d'Allemagne tomba malade; d) la Russie envoya des télégrammes de paix à Berlin; e) le tsar fut tué par les Bolcheviks.

Question 66: Qu'arriva t-il en 1939 à Bromberg?

Réponses: a) à Bromberg furent anéantis tous les Juifs de Lithuanie; b) *à Bromberg les Polonais organisèrent un massacre de la population allemande;* c) à Bromberg se produisit le choc armé entre les SS et la Wehrmacht; d) à Bromberg fut signée l'alliance militaire germano-finlandaise; e) à Bromberg les Russes fusillèrent 25.000 officiers, savants et techniciens finlandais.

Les réponses en italique sont les réponses exactes. La plus

grande partie des personnes interrogées (ou plutôt de ceux qui ont rempli le questionnaire) n'a pas — et il fallait s'y attendre — fourni la réponse juste. L'interprétation de ce « résultat » par l'auteur est à peu près celle-ci: les jeunes personnes interrogées ne savent pas que la délégation allemande à Versailles, loin de défendre le mesquin intérêt national, proposa l'unité de l'Europe; elles ne savent même pas que non seulement l'Allemagne n'a pas provoqué la première Guerre mondiale, mais qu'elle a même cherché à l'éviter; elles ne savent pas que les Russes repoussèrent les offres de conciliation allemandes et provoquèrent donc la guerre; elles ne savent pas que d'autres peuples — en particulier les Polonais — et non seulement les Allemands, se couvrirent d'infamie par des crimes contre l'humanité.

La critique méthodologique de ce type de question peut se trouver même dans les textes élémentaires de méthodologie de la recherche: toutes les questions doivent avoir le même niveau de spécificité que les connaissances moyennes de la personne interrogée dans le domaine considéré. Dans un domaine où les individus ont des connaissances générales, ou même seulement des attitudes ou des opinions, une question spécifique (surtout quand il s'agit de choisir dans une série d'alternatives fixées à l'avance) ne reçoit jamais une réponse spécifique, mais une réponse en fonction de connaissances plus générales ou en fonction des opinions que l'on a sur le problème. Les réponses doivent être interprétées comme telles. Celui qui ne connaît pas l'histoire diplomatique de la première Guerre mondiale, mais qui est convaincu que c'est l'Allemagne qui a provoqué la guerre, ne répondra jamais qu'entre le 27 et le 30 juillet 1914 Guillaume II qui préparait la guerre depuis vingt ans, chercha à l'éviter. Mais le fait de répondre de façon erronée ne dit rien sur la validité de la conviction que l'Allemagne ait été la première responsable de la guerre. L'erreur de Raasch réside, dans ce cas spécifique, d'abord dans le fait qu'il considère implicitement que l'Allemagne n'a pas de responsabilité dans l'éclatement de la guerre, vu qu'entre le 27 et le 30 juillet 1914 Guillaume II chercha à éviter la guerre; et ensuite dans le fait qu'il interprète les résultats en fonction de cette opinion et non en fonction de ce qui s'en dégage. La même remarque vaut pour des dizaines et des dizaines d'autres questions: l'usage que fait Raasch des questions et des réponses fixes est absolument inadmissible du point de vue scientifique. A ces défauts s'ajoutent ceux inhérents au type de réponse requise; imposer le choix entre une série d'alternatives fixées à l'avance c'est non seulement limiter la sphère des réponses possibles, mais c'est ten-

dre la plupart du temps à diriger la personne interrogée vers les réponses qui renforcent ou confirment des préjugés courants. Ce phénomène se manifeste tout particulièrement lorsque les questions ne tendent pas à contrôler des connaissances mais des attitudes. C'est à cela qu'est consacrée la seconde partie du livre. Raasch ne semble pas avoir le moins du monde conscience des problèmes méthodologiques que pose l'étude des attitudes.

Considérons par exemple les affirmations suivantes: a) Le gouvernement d'Hitler était meilleur qu'on ne le dit aujourd'hui; b) Les Juifs sont le malheur de l'Allemagne; c) Les puissances victorieuses n'ont aucun droit pour accuser l'Allemagne de crimes contre l'humanité; d) Le traité de Versailles blessa l'honneur du peuple allemand et conduisit donc à la seconde guerre mondiale. Devant ces affirmations les personnes interrogées pouvaient choisir entre: exact, faux, en partie exact, en partie faux, je ne sais pas. Les résultats semblent indiquer, selon Raasch, qu'il y a un fort pourcentage d'étudiants qui approuve le ton « nationaliste » des affirmations citées. Nous ne nions pas que cela puisse être vrai, mais nous nions le fait que cette interprétation ressorte de manière indiscutable des données de Raasch. La raison en est que tout fait doit être interprété à la lumière de la situation globale où il a été recueilli. Les données de Raasch sont le fruit de questionnaires distribués dans les écoles de la Hesse et de la Basse-Saxe avec l'accord des autorités universitaires et sous la surveillance des enseignants. On ne peut pas interpréter les résultats sans penser à la situation où ils furent recueillis; au cours d'une interview les enquêteurs ont fréquemment noté la tendance d'une forte majorité de personnes à interpréter les désirs de l'enquêteur et à répondre pour ne pas décevoir ces désirs. Toute réponse est donc faussée en puissance par une erreur que l'on peut appeler « prix au conformisme ». Les enquêteurs tendent naturellement à éviter cette erreur, et il est certain que l'usage du questionnaire atténue la possibilité qu'elle entre en jeu. Toutefois il est indéniable qu'elle puisse se présenter dans le cas où le rapport entre enquêteur et personne interrogée (avec ou sans questionnaire) se complique d'un rapport d'autorité, ou d'une forme quelconque d'autorité institutionnalisée et acceptée comme légitime comme par exemple l'autorité universitaire. Le seul fait de la présence, même passive, de l'autorité de l'enseignant dans une situation comme la situation allemande où cette forme d'autorité est renforcée par une tradition et par des valeurs culturelles, ne peut pas ne pas avoir introduit le facteur d'erreur ci-dessus rappelé. Une affirmation du type: le gouverne-

ment d'Hitler était meilleur qu'on ne le peint aujourd'hui, dans un questionnaire avalisé par l'autorité universitaire, ne peut que renforcer le soupçon, chez ceux qui le nourrissent même de façon latente, que tout ce qui se dit et s'écrit sur le nazisme est le fruit d'une machination contre les Allemands. Si l'on tient compte de cette possibilité, l'interprétation des données ne permet plus d'affirmer, sans doutes sérieux, la présence d'importants résidus nationalistes dans les attitudes des jeunes Allemands. Il y a en outre d'autres questions formulées de façon tellement paradoxale que les réponses et les données qui en résultent n'ont aucune valeur.

Voyons-en quelques unes: a) Je crois que la barbarie dans l'histoire n'est pas un phénomène uniquement allemand, mais international; b) Je voudrais que l'histoire de tous les peuples, et non seulement celle du peuple allemand, fût présentée de façon critique; c) La majeure partie du peuple allemand réagissait et pensait de façon aussi criminelle que les actions des nazis. Ces questions ne distinguent pas des attitudes nationalistes et non nationalistes, et ne peuvent donc pas éclairer ces dernières et encore moins les mesurer. Le fait de croire que la barbarie n'est pas un vice exclusivement germanique n'est pas un symptôme de pargermanisme mais seulement de bon sens; et même le plus enragé des anti-allemands ne peut pas croire aujourd'hui que tout le peuple allemand ait été en puissance criminel comme les accusés du procès de Nuremberg.

Le comble de l'irresponsabilité méthodologique est atteint lorsque Raasch demande aux personnes interrogées de prendre position par rapport à quatre phrases d'un colloque entre Goethe et Luden. Voici les phrases: a) Les idées de peuple et de patrie font partie de notre essence et personne ne peut les répudier; b) L'Allemagne me tient beaucoup à cœur; c) Le peuple allemand est dans son ensemble misérable; d) Il est édifiant et désirable d'appartenir à un peuple craint et fort. Les réponses proposées étaient: oui, non, oui et non, cela ne me concerne pas. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant (en pourcentage).

Question	oui		non		oui et non		cela ne me concerne pas	
	1960	1963	1960	1963	1960	1963	1960	1963
a	55	47,9	7	13,5	24,4	33,4	10,3	4,3
b	55,6	48,9	6,1	9,8	29,4	36,2	8,9	3,7
c	2,5	4,2	72,2	62,8	17,2	26,6	7,6	3,3
d	48,2	52,3	8,7	8,6	28,2	30,4	14,6	6,9

Mais à part le fait que les différences entre les données de 1960 et celles de 1963 (recherche de contrôle) sont trop accentuées pour être tout à fait dues au hasard (étant donné également l'ampleur de l'échantillon: respectivement de 922 et 950), et qu'elles doivent donc être interprétées — ce que Raasch ne fait pas —, en laissant de côté le soupçon de dilettantisme, ce qui est remarquable c'est qu'en cours d'interprétation Raasch « dichotomise » la variable étudiée en attitudes nationales et non nationales, en regroupant dans la première catégorie les réponses positives (ou négatives pour la question c) et les réponses partiellement négatives ou partiellement positives. Si bien que ceux qui ont répondu que l'Allemagne leur tient à cœur *oui et non* se voient rangés dans la catégorie de ceux qui ont des attitudes « nationales ». Il est évident que si l'on élimine ces réponses la majorité des attitudes nationales est considérablement réduite.

Raasch soutient, et c'est vraiment une acrobatie intolérable, que cette manière de procéder est empiriquement justifiée par le fait que si, après 13 ans d'éducation anti-nationale, un jeune homme n'a pas acquis une attitude anti-nationale sans équivoque, c'est que les germes nationalistes étaient en lui profondément enracinés. En outre, ceux qui ont répondu que la question ne les concerne pas ne sont pas considérés parmi ceux qui ont des attitudes anti-nationalistes. En réalité la dimension nationaliste - anti-nationaliste ne peut pas être dichotomisée du point de vue empirique parce que les attitudes nationalistes, supra-nationalistes et anti-nationalistes (même si elles s'excluent logiquement) peuvent coexister, et coexistent de fait, dans la conscience politique de l'homme européen contemporain, comme reflet de la situation historique de transition entre l'ordre national et l'ordre supra-national. A la rigueur, si l'on tient compte du caractère absolu du credo national, on peut raisonnablement soutenir que son refus partiel équivaut à un choix dans le sens anti-national.

Les acrobaties de Raasch dépendent du fait qu'il veut démontrer une thèse et qu'il manie donc les faits pour les adapter à son argumentation. Depuis la fin de la guerre, la jeunesse Allemande est soumise, surtout à l'école, à une éducation anti-nationale qui cherche à placer toute l'histoire récente sous la lumière sinistre du nazisme et à déprécier les sentiments nationaux. Cette éducation se heurte à des attitudes authentiques et spontanées nées d'un sain sentiment national; ce heurt provoque une malaise, le sentiment d'un vide spirituel à combler, la réaction à un complexe d'infériorité national, l'opposition sourde à une société qui nie l'expression des sentiments profonds d'iden-

tification avec son propre peuple, qui empêche la satisfaction de l'amour de la patrie en niant la validité de l'objet de cet amour. Cette situation, selon Raasch, s'est déjà produite au temps de la République de Weimar et a rendu la jeunesse disponible pour l'aventure nazie. Le danger que l'histoire se répète et que le sentiment national insatisfait se traduise en opposition aux institutions démocratiques de la République Fédérale et ouvre les portes à une autre aventure totalitaire, ce danger-là existe. Pour l'éviter, dit Raasch, il faut aller au devant des sentiments nationaux spontanés de la jeunesse, en faisant des concepts de « peuple » et de « nation » des guides et des principes pour l'éducation nationale.

Toute la dernière partie du livre est consacrée à la démonstration de la valeur pédagogique du concept de nation, que Raasch entend comme une communauté liée par un sentiment de dépendance réciproque fondé sur un sentiment subjectif de solidarité. Le sang, la descendance, les caractéristiques de la race ne suffisent pas à faire une nation; il faut *aussi* ce que l'on ne peut guère mieux définir que comme un sentiment de solidarité. L'homme est un être qui a besoin de s'orienter vers quelque chose qui transcende sa propre existence finie. L'amour pour la communauté organique de son peuple (le mot *Volk* apparaît toujours comme synonyme de nation) permet à l'homme de dépasser les limites du temps et de la solitude; si l'objet de cet amour se dérobe, la personnalité est entamée et détruite, car la communauté nationale est le lieu où l'homme satisfait ses exigences extra-individuelles, où se réalise sa nature humaine. La nationalité enfin (on croirait lire Herder ou Mazzini) est l'incorporation des valeurs du cosmopolitisme. La nation fait partie de ce plus vaste organisme qu'est l'Europe, qui à son tour fait partie de l'humanité. La nationalité est donc l'idéal concret de l'humanité; pour l'individu l'humanité est un concept abstrait, qui se concrétise dans la nation. Les *élites* peuvent se passer de la nationalité parce que leurs besoins supra-individuels trouvent d'autres moyens de se déferler (l'auteur n'emploie évidemment pas ce mot): la science, la culture, l'art (peut-être est-ce pour cela, ajoutons-nous, que la nation est si ennemie de la connaissance, du savoir, du beau). La nation est la voie par laquelle les masses ont accès aux biens supra-individuels et se soustraient à une existence purement végétative. *Ergo*, conclut Raasch, la nation est un idéal foncièrement démocratique.

Il est symptomatique que la démocratie ne soit pas considérée comme l'instrument qui rendrait accessibles les valeurs des *élites* aux masses, à travers des formes institutionnelles qui

contrôleraient la distribution du pouvoir. La démocratie devient la diffusion d'une « valeur » à travers laquelle ceux qui sont exclus de la science, de la culture et de l'art peuvent satisfaire leurs besoins ultra-individuels. La démocratie ne peut donc se réaliser que dans la nation. Il s'agit d'une des nombreuses formes où se manifeste l'absence d'une expérience authentiquement démocratique dans l'histoire allemande. Il est vrai que la démocratie ne s'épuise pas, comme le dit Raasch à propos de l'expérience « démocratique » de la République Fédérale, dans le fonctionnement formel des institutions démocratiques, et qu'elle a également besoin d'« attitudes démocratiques »: mais ces dernières n'ont rien à voir avec l'accord, du reste inculqué à travers le processus éducatif, sur les « valeurs » communes telles que la « nation », mais plutôt avec l'accord sur les moyens pour régler les conflits de valeurs et d'intérêts. La démocratie n'est donc pas une équitable distribution d'un mythe commun (c'est le moment de ne plus l'appeler une valeur), la nation — c'est là plutôt le modèle d'un ordre totalitaire —; mais une équitable distribution du contrôle sur le processus du pouvoir et donc sur la distribution des autres valeurs sociales.

La position de Raasch est très faible. Il schématise la situation comme un conflit entre une éducation anti-nationale et des attitudes nationales; il ne se préoccupe pas un instant de savoir comment ces attitudes, si elles existent, se forment. Il postule leur existence, sans rechercher leur origine. Peut-être considère-t-il que, comme la « nation », les origines nationales ont également une origine obscure, mystérieuse, organique, naturelle, spontanée, non problématique. Les attitudes politiques ne sont pas héréditaires, ne se transmettent pas avec les caractéristiques génétiques, mais sont apprises à travers un processus de socialisation gouverné par des agents spécialisés, parmi lesquels en premier lieu la famille, l'école et les moyens de communication de masse. S'il y a chez les jeunes Allemands d'aujourd'hui des attitudes nationales, elles doivent être imputées ou à la famille ou à l'école, ou aux moyens de communication de masse, ou, mieux encore, à ces trois agents de socialisation. Le conflit n'est pas entre une éducation anti-nationale et des attitudes nationalistes; la contradiction est dans la situation même de l'Allemagne occidentale et elle se reflète dans l'antinomie du processus éducatif. La contradiction est à l'intérieur de l'école, de la famille, de la culture, de la société et de l'Etat: la contradiction d'une société qui veut en même temps dépasser le nationalisme et maintenir la réunification nationale comme premier objectif politique. Il est faux que depuis la fin de la guerre les jeunes Allemands soient soumis à une

éducation anti-nationale: dans toutes les classes de toutes les écoles est suspendue une carte géographique de l'Allemagne avec ses frontières de 1938, sous la légende *geteiltes Deutschland*, tous les 17 juin on commémore la révolte de Berlin, le corps enseignant est partiellement composé de maîtres qui ont grandi dans la *Hitler-jugend*. Il est vrai d'autre part que les textes parlent de la résistance, que l'on commémore le 20 juillet et le sacrifice des frères Scholl, que l'on parle de l'extermination des Juifs et des atrocités des camps de concentration. Le conflit vient de ce que la jeunesse Allemande a été soumise à des influences éducatrices de signe opposé.

La tentative de dépasser pédagogiquement l'horizon nationaliste auquel on attribue les horreurs de l'histoire allemande récente, mais en l'absence de la perspective du dépassement de l'Etat national, a fait que l'on a dû nécessairement attribuer le mal au caractère national allemand (la faute des Allemands, même de ceux qui n'ont rien eu à voir avec le nazisme ou qui même ont lutté contre, de Meinecke), à l'essence de l'Allemagne dans l'espoir de la purifier. La contradiction réside précisément dans les exigences opposées de dépasser le passé national tout en maintenant la loyauté envers le groupe national, envers l'idée de réunification de la patrie allemande. En identifiant le mal non pas avec l'Etat national, mais avec l'âme allemande, la seule voie de survivance morale pour les individus était de baisser la tête, de faire acte de contrition. La responsabilité du nazisme est rejetée sur le peuple allemand dans la continuité des générations, y compris les jeunes, qui ne se souviennent peut-être que des dévastations de l'immédiat après-guerre.

Raasch a paradoxalement raison de noter l'effet éducateur négatif du concept de culpabilité de l'Allemagne; mais le problème est dans le fait que la jeunesse Allemande a été soumise à un feu croisé d'influences éducatrices opposées et contradictoires. Pour faire dépasser à la jeunesse Allemande désorientée et explosive en puissance le poids d'un passé terrible et ressenti comme mystérieux dans ses causes, il ne faut toutefois pas, comme le propose Raasch, « aller au devant » des jeunes avec une éducation nationale. La jeunesse Allemande n'a pas besoin de pédagogues qui secouent la poussière des idéologies nationales ruinées du passé, des « idéaux » de la jeunesse des années vingt et trente. La jeunesse Allemande a besoin de guides politiques qui sachent lui montrer le dépassement du nationalisme dans la destruction de l'Etat national souverain.

Notes bibliographiques

JEAN-MARIE AUZIAS, *Clefs pour la technique*, Paris, Seghers, 1966, 192 pp., 7,10 F.

Dans ce livre, l'auteur, qui est professeur à l'Institut National des Sciences appliquées de Lyon, cherche à nous donner un panorama de ce qu'on considère comme un des caractères fondamentaux de notre époque, en tâchant d'en saisir les aspects universels et concernant plus directement la nature humaine. Dans cette perspective il nous présente l'attitude « technique » comme toujours existante dans l'histoire: il la considère, au fond, comme l'évolution des rapports de la production. C'est ce qui se dégage de la première partie du livre, plus strictement historique.

Mais ce qui représente l'aspect le plus intéressant du livre, c'est le point de vue à partir duquel il envisage les rapports entre cette « technique » et la culture et la nature humaine: la technique est, d'après Auzias, un des moments créateurs de l'homme, dans lequel se manifeste la même attitude que dans la création poétique ou littéraire. C'est dans cette nature, au fond, qu'Auzias voit l'aspect universel de la technique.

m. m.

CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE, *La bibliographie européenne*, Leyde, A. W. Sijthoff, 472 pp.

Dans ce volume le Centre Européen de la Culture de Genève, dirigé par Denis de Rougemont, a rassemblé une vaste bibliographie des œuvres relatives aux problèmes européens. On nous donne même, pour chaque volume, un bref résumé en français et en anglais. Le matériel a été rassemblé sous neuf têtes de chapitre: I - Histoire; II - L'Europe et le Monde; III -

Ouvrages généraux; IV - Arts, Lettres et Philosophie; V - Education; VI - Fédéralisme; VII - Questions politiques et juridiques; VIII - Economie; IX - Documentation.

C'est un travail très important et remarquablement utile pour ceux qui étudient les problèmes européens. On ne peut lui adresser qu'une seule critique, concernant les critères de sélection du matériel à citer dans la bibliographie: on n'a pris en considération, comme le fait remarquer Denis de Rougemont dans l'introduction, que « les livres qui traitent de l'Europe en tant qu'unité de culture, union à créer, ou champ de recherches spécifiques », et on en a exclu par contre « les brochures, tirées à part, écrits polémiques ou recueils d'articles liés à une actualité fugitive ». Cette exclusion semble particulièrement grave aux yeux de qui voit dans le problème de l'intégration européenne d'abord son aspect politique, autrement dit un problème de pouvoir à résoudre.

a. m.

W. J. GANSHOF VAN DER MEERSCH, *Organisations européennes*, Vol. I, Bruxelles, Etablissements Emile Bruylant - Paris, Editions Sirey, 1966, 580 pp.

Il s'agit du premier de deux volumes dans lesquels l'auteur, professeur à la Faculté de Droit de Bruxelles, se propose d'analyser la structure et le fonctionnement de toutes les organisations européennes créées depuis la fin de la guerre. Ce premier volume, qui comporte un préambule sur le concept d'organisation internationale, étudie: les organismes de l'Europe « géographique » (E.C.E., Commission Centrale du Rhin, C.E.M.T., EUROCONTROL, C.E.R.N., E.S.R.O., E.L.D.O.), ceux des Etats socialistes (COMECON, Organisation du pacte de Varsovie) et ceux de l'Europe Occidentale (U.E.O., O.T.A.N., Conseil d'Europe). Il s'agit d'un répertoire très vaste, très précis et documenté, dont la consultation sera extrêmement utile.

f. r.

JEAN GOTTMANN, *Essais sur l'aménagement de l'espace habité*, Paris-La Haye, Mouton & Co., 1966, 347 pp.

Ce volume, publié par les soins de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de la Sorbonne, est un recueil d'essais sur le thème de l'aménagement du territoire. Les écrits les plus intéressants sont ceux qui concernent l'expansion urbaine se pro-

duisant dans les pays industrialisés et la redistribution géographique des activités économiques dans les pays évolués due à l'introduction des techniques d'automatisation dans les principaux secteurs de la production et à l'évolution des moyens de transport. Gottman ne considère pas ces problèmes du seul point de vue économique et géographique, mais aussi du point de vue politique. Dans certains de ces essais est suggérée la conclusion que l'Etat unitaire est difficilement en état de mener une politique efficace de développement régional et que le modèle fédéral est bien mieux adapté à ce but. Il s'agit d'un volume d'un grand intérêt, qui fournit une vue générale extrêmement utile d'un ensemble de problèmes qui prennent en ce moment une importance de plus en plus grande.

f. r.

GUY MICHELAT et JEAN-PIERRE H. THOMAS, *Dimensions du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 1966, 182 pp.

Il s'agit des résultats d'une enquête menée sous les auspices de la Fondation nationale des Sciences politiques sur un échantillonnage de 223 étudiants. L'enquête, qui utilise les méthodes de la psychologie sociale, se propose de dégager les principales formes, sous l'angle politique et psychologique, sous lesquelles se présente le nationalisme, et de les replacer dans des attitudes politiques plus générales. Les auteurs en arrivent de la sorte à déterminer deux types fondamentaux de nationalisme: l'un qui s'exprime à travers l'attachement à la souveraineté nationale, à l'armée, la fidélité à l'héritage colonial, etc., et l'autre qui se manifeste en tant que fierté d'appartenir à la culture française. Le premier type se situe dans une attitude politique plus générale qui recoupe les valeurs traditionnelles de la droite, tandis que le second est compatible avec des positions de gauche. Comme Raoul Girardet le fait ressortir dans l'introduction, l'enquête est menée suivant des critères étroitement liés au moment historique au cours duquel elle a été effectuée, c'est-à-dire la période précédant immédiatement les accords d'Evian. Les variantes qu'elle dégage concernent davantage, par conséquent, les caractères contingents que le nationalisme a pris devant le problème particulier de l'Algérie que les caractères constitutifs du nationalisme en tant que tel.

f. r.

JEAN DAUTUN, *La relève de l'or*, Paris, Editions du Seuil, 126 pp.

Dans ce petit volume, d'une exemplaire clarté, l'auteur examine les problèmes du système monétaire international. L'analyse commence par un exposé du fonctionnement du *gold standard*: dans le cadre de ce système, comme on le sait, les échanges sont fixes et l'équilibre de la balance des paiements est assurée par la variation des prix et des salaires. La limite de ce système réside évidemment dans le fait que pour atteindre l'équilibre international il peut être nécessaire de recourir à une déflation interne, c'est-à-dire à une réduction de la production et par conséquent du revenu. Dans le système actuel du *gold exchange standard*, après les accords de Bretton Woods de 1944, les caractéristiques les plus typiques se trouvent dans l'existence, à côté de l'or, de monnaies nationales qui ont une fonction de réserve dans la distribution de crédits aux pays dont la balance des paiements est en déficit temporaire. Le point critique du système, c'est qu'étant donné l'insuffisance de l'or en face de l'augmentation continue des échanges internationaux, le dollar a pris, par le fait, le rôle de moyen de paiement international le plus important: les liquidités dont le commerce mondial a besoin sont fournies grâce à un déficit permanent de la balance des paiements américaine. De là provient le dilemme qui a fait naître la crise du *gold exchange standard*: en augmentant le montant des dollars détenus par les banques centrales étrangères, la couverture en or américain diminue, et les Etats-Unis courent le risque d'assister à une diminution de la confiance dans la convertibilité du dollar (le stock d'or détenu par les Etats-Unis s'élevait en 1965 à 14 milliards de dollars, le montant des dollars détenus à l'étranger s'élevait à la même date, à 25,2 milliards); d'autre part, si les Etats-Unis adoptaient une politique efficace pour éliminer le déficit de leur balance des paiements, il se manifesterait un manque de moyens de paiement sur le marché international, avec le risque d'une dépression à l'échelle mondiale, provoquée par la réduction des échanges. L'auteur rappelle ici quelques unes des propositions avancées pour la solution de la crise du système monétaire international, il examine en particulier la proposition française d'un retour au *gold standard*, en en relevant l'aspect inapplicable puisque l'or n'est pas suffisant pour le financement du commerce international. Les propositions tendant à la création d'une monnaie de réserve internationale sont également critiquables, car l'existence d'une monnaie suppose un pouvoir qui la gouverne, ce qui ne peut être actuellement réalisé au niveau mondial. Cette considération vaut aussi bien pour le *bancor* que

pour le *Collective Reserve Unit* (C.R.U.), que pour le plan Triffin pour la transformation du fond international en une véritable banque centrale au niveau mondial. L'auteur envisage aussi, bien que brièvement, la possibilité de créer une monnaie européenne unique, mais sans analyser le problème au fond. En réalité, une monnaie européenne, soutenue par un marché de dimensions continentales, serait à même de remplacer la livre sterling dans son rôle de monnaie de réserve, en déchargeant ainsi le dollar du poids insupportable du financement de tout le commerce mondial, et en mettant les capitaux européens à la disposition des pays en voie de développement.

La conclusion de l'auteur est également correcte, selon laquelle, au milieu des retards du développement politique supranational de l'intégration européenne, la seule possibilité de résoudre, ne serait-ce que d'une façon provisoire, la crise actuelle, consiste en une extension du pouvoir d'attribution de crédits de la part du Fond Monétaire International, tandis que la solution définitive du problème ne se trouve, peut-on ajouter, que dans la création d'une monnaie internationale régie par une autorité mondiale effective.

a. m.

FRANTZ JOSEPH STRAUSS, *Entwurf für Europa*, Stuttgart, Seewald Verlag, 1966, 164 pp.

Frantz Joseph Strauss est sans aucun doute l'une des figures politiques d'Europe les plus discutées de notre temps et nous n'entendons certes pas formuler ici un jugement global sur sa personnalité. Mais la lecture de ce petit livre, écrit dans un style hâtif et provisoire, permet cependant de comprendre que beaucoup des accusations qui sont lancées contre lui, comme celle de nationalisme, sont dépourvues de fondement.

Strauss part de la constatation de l'écart croissant de puissance qui sépare l'Europe des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. « Nous autres Européens, écrit-il (pp. 11-12), sommes pressés par le temps. Le temps travaille contre nous parce que les puissances de dimensions continentales, grâce à leur population, à leurs capacités économiques et à leurs réserves financières, occupent une position de plus en plus dominante. Chaque année s'accroît l'avantage que les puissances mondiales ont déjà aujourd'hui, dans le domaine scientifique et technologique, sur les Etats européens industrialisés. Et dans le même temps leur supériorité compétitive, leur influence politique et enfin leur supériorité militaire s'accroissent également selon une proportion

géométrique. Les Européens n'ont plus de temps à perdre s'ils veulent encore prendre part au développement de la civilisation et contribuer à déterminer le destin de l'humanité ».

D'autre part, tandis que l'écart, entre l'Europe et les puissances continentales s'accroît, il se produit également peu à peu un changement dans la conjoncture qui a garanti à l'Europe au cours de cet après-guerre, et grâce à la protection américaine, la sécurité et la reprise économique. « L'Amérique, écrit-il (pp. 36-37), est tellement engagée dans les problèmes de sa propre stabilité et de sa propre sécurité extérieure, qu'elle n'est plus en mesure d'assumer de grosses responsabilités à l'égard des intérêts de ses amis. Les Américains voient parfaitement qu'ils sont sur le point d'être submergés par les mandats qu'ils se sont donnés et dont ils ont été chargés. Cela est particulièrement visible dans deux secteurs: dans celui de la garantie nucléaire que les peuples des autres rives de l'Océan attendent d'eux et dans celui de la stabilité du dollar... Sous la pression d'une dépense excessive de leurs énergies à l'échelle mondiale, les Etats-Unis se voient contraints de conclure avec l'autre puissance nucléaire hégémonique, l'Union Soviétique, un accord provisoire de trêve, et ce aux dépens de l'Europe principalement. Ce qu'aujourd'hui les deux puissances mondiales appellent 'politique de détente', signifie une garantie réciproque de statu quo en Europe ».

Pour Strauss, la seule façon de sortir de cette impasse c'est de fonder la Fédération Européenne, qu'en bon conservateur il voit plutôt comme un facteur d'équilibre dans la politique internationale que comme une source de valeurs telles que la paix, la liberté et la justice sociale. Le « gaullisme » de Strauss, à en juger d'après ce petit volume, se réduit, au moins sur le plan théorique, à l'idée qu'une étroite collaboration franco-allemande et les projets confédéraux de de Gaulle constitueraient un bon point de départ pour arriver à la fédération.

On prend la mesure de l'inexactitude du cliché généralement répandu dans la presse au sujet de Strauss, en lisant ses positions sur le problème de la réunification allemande. « Je veux le dire, écrit-il (pp. 50-51), clairement et sans pitié: je ne crois pas à la reconstitution d'un Etat national allemand, même dans le cadre des quatre zones d'occupation ». Même si la République Fédérale se déclarait disposée à accepter un statut de neutralité pour obtenir sa réunification, les pays d'Europe orientale se rendraient parfaitement compte que « avec une nation allemande unifiée au milieu d'une Europe centrale neutralisée, naîtrait un déséquilibre de pouvoir qui serait soustrait à tout contrôle et pourrait avoir des conséquences imprévisibles pour tous

les intéressés » (p. 51). Et, plus loin (pp. 53-54): « la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et les autres pays européens d'au-delà du rideau de fer, sont membres de la famille européenne au même titre que les Etats de l'Europe occidentale. Nous devons donc penser en termes d'Europe unifiée et libre, et non pas seulement d'Allemagne unifiée... Nous autres Allemands devons apprendre à voir le problème de notre unité non pas comme un problème national, mais comme un problème européen ».

f. r.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE SOCIOLOGIE ET D'ÉCONOMIE EUROPÉENNES, *La programmation européenne*, Bruxelles, Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1965, 406 pp., 390 FB.

Le Centre national d'étude des problèmes de sociologie et d'économie européennes présente, dans ce volume, le compte-rendu d'un colloque qui a eu lieu les 4, 5 et 6 novembre 1964 à l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, sous la présidence du professeur F. Dehousse. Le but de cette réunion était de confronter les vues d'économistes, de sociologues, de représentants des milieux professionnels et de responsables de la politique économique des six pays de la Communauté Economique Européenne, au sujet de l'orientation à donner à la politique économique communautaire.

Les exposés faits au cours de ce colloque ont été les suivants: A. Prate, La politique à moyen terme dans la C.E.E.; A. Philip, Programmation et politique économique commune, conditions d'une ouverture accrue de la Communauté vers l'extérieur; H. Simonet, Conceptions et applications pratiques comparées de la planification ou de la programmation dans les pays de la C.E.E.; E. Hirsch, Planification et fédéralisme; R. Pulinckx, Le patronat belge devant la programmation économique; A. Celen, Attitudes des syndicats nationaux à l'égard des divers systèmes d'orientation économique; C. A. Colliard, Les entreprises publiques et la programmation européenne - les faits et les tendances; O. Giscard d'Estaing, Insertion des prévisions du secteur privé dans le cadre de l'économie concertée; F. Lanckswert, L'aménagement du territoire dans le cadre d'une programmation européenne; F. Dehousse, Le contrôle démocratique de l'élaboration et de l'exécution du programme; H. M. Claessens, Point de vue du patronat groupé au plan européen; H. Buiters, Point de vue des syndicats groupés au plan européen; F. Archibugi,

La définition des objectifs de la programmation européenne. Les conclusions finales ont été développées par R. Rifflet. Le thème central qui s'est fait jour au cours de ce colloque consiste dans le dépassement d'une conception libérale, liée au XIX^e siècle, du processus d'intégration européenne, à travers l'élaboration d'une politique délibérée à niveau continental afin de maîtriser les phénomènes économiques qui se posent désormais à ce niveau. André Philip l'a dit clairement au cours du colloque: « C'est toute une conception de l'homme, de sa place dans la société, qui se trouve attachée à la construction communautaire de l'Europe ». R. Rifflet a conclu sur le même thème en relevant que « c'est d'ailleurs pourquoi l'échec d'une telle construction ne serait pas seulement un échec politique ou économique, ce serait en même temps la démonstration de l'incapacité des hommes d'édifier un monde libre aux exigences de leur temps ». Le volume est pourvu d'un très utile appendice contenant une sélection des textes officiels les plus importants relatifs à la programmation européenne.

a. m.

FRANS SCHOENBERNER, *Erinnerungen, 1. - Bekenntnisse eines europäischen Intellektuellen; 2. - Innenansichten eines Aussenseiters*, Icking und München, Kreisselmeier Verlag, 1965, vol. 1, 350 pp., vol. 2, 320 pp.

Franz Schoenberner, l'un des derniers rédacteurs de la revue politico-satirique *Simplicissimus*, parcourt dans ces livres de mémoires sa vie d'homme de culture et d'homme de lettres, en commençant par les années de sa formation et en passant par un certain nombre d'événements: la première guerre mondiale, les émeutes du premier après-guerre allemand, l'opposition à l'arrivée au pouvoir des nazis, l'exil en France, et, pour finir, l'arrivée en Amérique.

Il décrit clairement les symptômes de malaise et de crise existant dans la société et dans la politique de l'Allemagne de Weimar, comme par exemple le mépris et la suspicion réciproque entre le monde de la culture et celui de la politique, ainsi que la tendance des intellectuels allemands, répugnant à la lutte contre des structures politico-sociales inadaptées, à se réfugier dans l'abstraction de la spéculation pure. Il relève avec amertume les insuffisances, les inconvenances graves, les grossiers mensonges des hommes politiques allemands et européens de cette époque, les soulignant souvent de façon sarcastique: il en va ainsi pour l'agitation sociale improvisée et pour les tenta-

tives pénibles et superficielles d'instauration d'une démocratie dans l'Allemagne de ce premier après-guerre, pour la mollesse du peuple et de l'appareil de l'Etat allemand devant l'avance nazie, ou bien pour l'attitude stupidement bienveillante ou, de façon irresponsable, conciliante des puissances occidentales, aveu-
glées par la peur du communisme, à l'égard du nazisme.

L'auteur ne va pas au delà d'une analyse des symptômes ou même de la satire de mœurs. Ceci ne l'empêche pas de reconnaître dans le nationalisme la base même de la ruine de l'Europe, dès 1915-1918, et de souhaiter un futur Etat démocratique mondial.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt de l'auteur va en grande partie au monde littéraire, et de larges parts de son œuvre sont consacrées à son expérience personnelle dans ce domaine, qui est souvent d'un intérêt considérable en particulier du point de vue biographique et humain; et c'est probablement cet amour pour les lettres, en plus de son humour naturel et de sa veine satirique, qui préserve l'auteur du désespoir dans son chemin à travers les années les plus tragiques de l'histoire européenne.

r. b.

Les documents

BILAN DE LA REVUE POUR L'ANNEE 1966

RECETTES ET DEPENSES DU 1-1-1966 AU 31-12-1966

RECETTES

Reste actif de l'exercice précédent	248.852 L.	2.154,48 F.
Abonnements	408.462 »	857,81 »
Vente d'arriérés et d'exemplaires au détail	72.000 »	
Publicité	37.550 »	
Contributions extraordinaires des sections		
M.F.E. de Milan et de Turin	96.465 »	
De la rédaction lyonnaise à Pavie	92.500 »	
	<hr/>	
Total actif	955.829 »	3.012,29 »

DEPENSES

Impression de deux numéros, dont un triple, total de 237 pages, tirage 1500 exemplaires	626.700 »	
Traductions		670,00 »
Dépenses postales	50.015 »	131,88 »
Enveloppes et papier à en-tête	20.000 »	
Adressographe	6.328 »	
Dépenses pour le siège de la revue	199.500 »	
Taxes	17.000 »	
De la rédaction lyonnaise à Pavie		740,00 »
	<hr/>	
Total passif	919.543 »	1.541,88 »
Reste actif pour équilibrer	36.286 »	1.470,41 »
	<hr/>	
Total	955.829 »	3.012,29 »

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -
Scuola Tipografica Figli della Provvidenza - Milano - Spedizione in
abbonamento postale - Gruppo IV.